



ANALYSE DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES MALGACHES DANS LE CADRE DES PROTOCOLES D'ACCORD DE PECHE

Rapport provisoire

Rédigé par



GASSI Développement

Groupe d'Assistance et de Soutien aux Initiatives de Développement

Etude – Conseil – Réalisation
dans
le secteur de la pêche et de l'aquaculture
le domaine de l'environnement côtier et marin
le développement rural
le développement local
l'appui au processus de décentralisation

Antananarivo, Madagascar
Tél. 261 20 22 412 18
E-mail : gassideveloppement@netclub.mg

Janvier 2009



Le présent rapport a été préparé pour la Direction Générale de la Pêche et des Ressources Halieutiques (DGPRH).

Les points de vue exprimés sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la DGPRH.

La reproduction de tout ou partie du contenu de ce rapport ne peut être effectuée sans l'autorisation écrite du MAEP.

Le cas échéant, tout extrait devra être accompagné de la référence explicite de ce rapport :

GASSI Développement – DGPRH (janvier 2009) : « Analyse de l'exploitation des ressources halieutiques malgaches dans le cadre de protocoles d'accord de pêche »

DOCUMENT INTERNE : DROITS DE DIFFUSION RESERVES A LA DGPRH

Contact des auteurs : Etude réalisée et rapport rédigé par GASSI Développement, M. Charles Andrianaivojaona et M. Ronan Le Marec.

GASSI Développement
Tél. : (261 20) 22 412 18
Courriel : gassideveloppement@netclub.mg

Charles Andrianaivojaona
Tél. : (261) 032 04 452 62
Courriel : charlesandrianaivojaona@netclub.mg

Ronan Le Marec
Tél. : (261) 032 40 296 42
Courriel : ronan.lemarec@gmail.com

Version : provisoire

Date de publication : 21 janvier 2009

Table des matières

1.	Introduction.....	6
2.	Présentation des protocoles d'accord en vigueur.....	6
2.1	Présentation générale.....	6
2.2	Objets des protocoles.....	8
2.3	Classification des protocoles d'accord.....	8
2.3.1	Classification selon les ressources ciblées.....	8
2.3.2	Classification selon les zones de pêche.....	9
2.3.3	Classification selon le nombre de bateaux prévus.....	9
2.3.4	Classification selon l'année de signature de l'accord initial.....	10
3.	Analyse des dispositions des protocoles d'accord.....	10
3.1	Objets et ressources ciblées.....	11
3.1.1	Protocoles d'accord pour bateaux étrangers.....	11
3.1.2	Protocoles d'accord pour bateaux malgaches.....	11
3.2	Zones de pêche.....	12
3.2.1	Protocoles d'accord pour bateaux étrangers.....	12
3.2.2	Protocoles d'accord pour bateaux malgaches.....	12
3.3	Bateaux et techniques de pêche.....	13
3.3.1	Protocoles d'accord pour bateaux étrangers.....	13
3.3.2	Protocoles d'accord pour bateaux malgaches.....	13
3.4	Captures accessoires.....	14
3.4.1	Protocoles d'accord pour bateaux étrangers.....	14
3.4.2	Protocoles d'accord pour bateaux malgaches.....	14
3.5	Débarquement et base à terre.....	14
3.5.1	Protocoles d'accord pour bateaux étrangers.....	14
3.5.2	Protocoles d'accord pour bateaux malgaches.....	15
3.6	Licences.....	15
3.6.1	Protocoles d'accord pour bateaux étrangers.....	15
3.6.2	Protocoles d'accord pour bateaux malgaches.....	16
3.7	Redevances.....	16
3.7.1	Protocoles d'accord pour bateaux étrangers.....	16
3.7.2	Protocoles d'accord pour bateaux malgaches.....	17
3.8	Embarquement de marins.....	18
3.9	Suivi des captures.....	18
3.9.1	Protocoles d'accord pour bateaux étrangers.....	18
3.9.2	Protocoles d'accord pour bateaux malgaches.....	19
3.10	Bateaux d'appui.....	20
4.	Diagnostic de l'application des protocoles d'accord.....	20
4.1	Effectivité de l'application des protocoles d'accord.....	20
4.1.1	Protocoles d'accord pour bateaux étrangers.....	20
4.1.2	Protocoles d'accord pour bateaux malgaches.....	21
4.2	Analyse des problèmes bloquant l'application des protocoles d'accord.....	22
4.2.1	Protocoles d'accord pour les bateaux étrangers.....	22
4.2.2	Protocoles d'accord pour les bateaux malgaches.....	23
4.3	Analyse des dispositions non appliquées ou difficile d'application.....	23
4.3.1	Protocoles d'accord pour bateaux étrangers.....	23



4.3.2	Protocoles d'accord pour les bateaux malgaches.....	24
5.	Analyse des apports des protocoles d'accord pour Madagascar.....	24
5.1	Apports financiers	24
5.2	Apports économiques locaux	25
5.2.1	Antsiranana	25
5.2.2	Toamasina	26
5.2.3	Mahajanga.....	27
5.2.4	Toliara	27
6.	Analyse comparative des protocoles d'accord appliqués à Madagascar avec ceux de pays d'Afrique et/ou de la Région du sud ouest de l'Océan Indien	27
6.1	Cadrage.....	27
6.2	Comparaison des accords passés par Madagascar, les Comores et les Seychelles avec l'Union européenne.....	28
6.2.1	Ressources visées	28
6.2.2	Volume d'activités autorisées	31
6.2.3	Promotion des activités connexes et développement des pêches au niveau de chaque pays	32
6.2.4	Suivi des activités de pêche des thoniers communautaires.....	33
7.	Amélioration des profits tirés des ressources visées par les protocoles d'accord.....	34
7.1	Cadrage.....	34
7.2	Amélioration des protocoles d'accord.....	35
7.2.1	Bateaux étrangers	35
7.2.2	Bateaux malgaches.....	38
7.3	Meilleure exploitation des apports fixés par les dispositions des protocoles d'accord.....	38
7.4	Meilleure exploitation des opportunités offertes par le passage et les activités des bateaux de pêche travaillant dans le cadre des protocoles d'accord	39
7.5	Développement d'activités de pêche à partir des ports malgaches	39
8.	Amélioration de la gestion des protocoles de pêche	40
8.1	Archivage des protocoles d'accord et des informations de base.....	40
8.2	Gestion administrative et coordination générale de l'application des protocoles d'accord ..	41
8.3	Suivi de l'application des dispositions financières des protocoles d'accord.....	41
8.4	Suivi des activités des bateaux	42
8.5	Contrôle et surveillance des activités des bateaux	43
9.	Actions urgentes.....	44
	Annexe 1 : Termes de référence de l'étude.....	45
	Annexe 2 : Journal de bord annexé au protocole d'accord UE/Madagascar et UE/Comores	47
	Annexe 3 : Journal de bord pour thonier senneur annexé au protocole d'accord UE/Seychelles	48
	Annexe 4 : Journal de bord pour thonier palangrier annexé au protocole d'accord UE/Seychelles....	50
	Annexe 5 : Liste des personnes rencontrées	52

INDEX DES TABLEAUX

Tableau 1 : Résumé des protocoles d'accord étrangers en vigueur	7
Tableau 2 : Résumé des protocoles d'accord malgaches en vigueur.....	7
Tableau 3 : Classification des protocoles d'accord étrangers par ressource cible	8
Tableau 4 : Classification des protocoles d'accord malgaches par ressource cible.....	9
Tableau 5 : Classification des protocoles d'accord étrangers selon les zones de pêche.....	9
Tableau 6 : Classification des protocoles d'accord malgaches selon les zones de pêche.....	9
Tableau 7 : Classification des protocoles d'accord étrangers selon le nombre de bateaux prévus.....	9



Tableau 8 : Classification des protocoles d'accord malgaches selon le nombre de bateaux prévus ...	10
Tableau 9 : Grilles des redevances pour des thoniers (droite) et d'autres types de navires (gauche) ..	16
Tableau 10 : Coefficients de Détermination des Droits de Licence (CDDL), 2005, 2008	18
Tableau 11 : Effectivité de l'application des protocoles d'accord pour les bateaux étrangers	21
Tableau 12 : Effectivité de l'application des protocoles d'accord pour les bateaux industriels malgaches	21
Tableau 13 : Effectivité de l'application des protocoles d'accord pour les embarcations artisanales malgaches	22
Tableau 14 : Répartition des sources de redevances de pêche en 2008, en MGA	24
Tableau 15 : Evolution de la fréquentation du port d'Antsiranana par les senneurs (APFM)	26
Tableau 16 : Evolution de la fréquentation de la SECREN par les senneurs	26
Tableau 17 : Les accords « Pays africains – Union européenne »	28
Tableau 18 : Comparaison des accords de pêche UE-Madagascar, Comores, Seychelles	30
Tableau 19 : Captures réalisées par les thoniers européens dans les eaux malgaches	32
Tableau 20 : Quantité de thons transbordés/débarqués par les senneurs dans les ports de l'Océan Indien de l'ouest, en 2005	32
Tableau 21 : Potentialités des eaux malgaches en ressources marines et estuariennes	37



ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
AFD	Agence Française de Développement
AMPA	Agence Malgache de la Pêche et de l'Aquaculture
APMF	Agence Portuaire Maritime Fluviale
CDDL	Coefficient de Détermination des Droits de Licence
CIRDR	Circonscription Régionale de Développement Rural
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et flore sauvage menacées d'extinction
CSP	centre de Surveillance des Pêches
CTOI	Commission Thonière de l'Océan Indien
DGPRH	Direction Générale de la Pêche et des Ressources Halieutiques
DP	Direction de la Pêche
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
FDHA	Fond de Développement Halieutique et Aquicole
GACPM	Groupeement des Aquaculteurs et des Pêcheurs de Crevette de Madagascar
IEO	Instituto Español de Oceanografía
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
OFCF	Overseas Fisheries Cooperation Foundation
SFA	Seychelles Fishing Authority
SRPRH	Service Régional de la Pêche et des Ressources Halieutiques
UE	Union Européenne
USTA	Unité Statistique Thonière d'Antsiranana
ZEE	Zone Economique Exclusive

1. Introduction

L'étude vise l'amélioration de l'exploitation des ressources halieutiques faisant actuellement l'objet de protocoles d'accord de pêche en (voir annexe 1) :

- proposant des améliorations sur les conditions stipulées dans ces accords, en vue d'une éventuelle renégociation,
- étudiant les possibilités d'exploitation de ces ressources par les sociétés de pêche malgaches, dont celles du GAPCM, en vue d'une diversification de leurs activités.

Il a été procédé, dans un premier temps, à la présentation et à la classification des protocoles d'accord, pour analyser, par après, leurs dispositions, tant sur le fond et que sur la forme, afin de déterminer les lacunes et les incohérences à corriger.

Ensuite, le diagnostic de l'utilisation de ces protocoles de pêche a été effectué en :

- analysant l'application de chacun d'eux (respect des obligations, problèmes d'application, apports pour le pays, ...),
- effectuant une analyse comparative des protocoles d'accord de pêche appliqués à Madagascar, suivant différentes entrées,
- effectuant une analyse comparative des protocoles d'accord de pêche appliqués à Madagascar,
- menant une analyse comparative de ces protocoles d'accord de pêche avec ceux utilisés par des pays de l'Afrique et/ou de l'Océan Indien possédant les mêmes ressources ;

Par ailleurs, l'étude a identifié les améliorations à effectuer, sur le plan institutionnel, pour une bonne gestion de ces protocoles d'accord de pêche, notamment pour ce qui concerne le rôle des services impliqués au niveau central et à au niveau des régions.

Même si l'analyse ne devrait porter que sur les accords relatifs aux bateaux battant pavillon étranger, elle a été étendue aux protocoles se rapportant aux navires battant pavillon malgache, les réflexions sur ces derniers permettant de proposer les modes d'exploitation des ressources halieutiques les plus avantageux pour Madagascar.

Les données ont été collectées au niveau de la Direction Générale de la Pêche et des Ressources Halieutiques, du Centre de Surveillance des Pêches, des villes d'Antsiranana, de Mahajanga et de Toamasina (voir liste des personnes rencontrées).

Le démarrage de l'étude a été décalé d'un mois et demi du fait que les consultants ont été sollicités par le même client pour l'appuyer sur d'autres tâches que ce dernier a jugées prioritaires.

2. Présentation des protocoles d'accord en vigueur

2.1 Présentation générale

L'étude des licences attribuées en 2008 indiquerait l'existence effective de trente trois (33) protocoles d'accord de pêche. Néanmoins, le travail mené au niveau de la DGPRH a permis d'identifier formellement et d'étudier, dans les détails, vingt huit (28) protocoles signés avec le MAEP et en vigueur au moment de l'étude. Des quatre (4) protocoles d'accord non obtenus, un (1) fait intervenir un bateau étranger (OPAGAC), trois (3) concernent des embarcations artisanales malgaches (HACHIM ZAKARIA, TSIMIDITE PRIVAT, DONASKI SERGE), toutes opérant à

Mahajanga. Après recherche, l'inexistence du cinquième semble être confirmé et par l'opérateur (SOGEDIPROMA) et par l'administration qui pense rapidement régulariser la situation. Quoiqu'il en soit, les éléments qui ont pu être obtenus sur ces cinq protocoles ont été analysés (licences, ressources cibles).

Parmi les 33 accords :

- ✓ quatorze (14) autorisent des bateaux étrangers à travailler dans les eaux sous juridiction malgache, dont :
 - 5 protocoles concernent des contractants résidant à Madagascar, étrangers ou malgaches ;
 - 6 protocoles impliquent des opérateurs privés étrangers ;
 - 2 protocoles impliquent des institutions (Union Européenne, Japan Tuna) ;
 - 1 inconnu car non étudié (OPAGAC).
- ✓ dix neuf (19)¹ octroient des licences aux bateaux de pêche malgaches, dont :
 - 9 de type industriel ;
 - 10 de type artisanal.

Les 33 protocoles d'accord prévoient la mise en activités de 180 bateaux battant pavillon étrangers et 54 battant pavillon malgache dont 35 bateaux industriels et 19 embarcations artisanales.

Tableau 1 : Résumé des protocoles d'accord étrangers en vigueur

Opérateur	Date de signature	Durée	Type	Nombre navires
Union Européenne	01/01/2007	6 ans	Pêche commerciale	119
Union Européenne	01/01/2007	6 ans	Pêche expérimentale	5
Copefrito	07/02/2008	3 ans	Pêche commerciale	2
Interatun	20/03/2008	3 ans	Pêche commerciale	4
Anabac	10/04/2008	3 ans	Pêche commerciale	5
Mada Jono	25/04/2008	3 ans	Pêche commerciale	1
Anabac	20/05/2008	3 ans	Navires d'appui	3
Cobrepeche	02/06/2008	3 ans	Pêche commerciale	2
Pesqueria	23/07/2008	3 ans	Pêche commerciale	1
Barroso	01/08/2008	3 ans	Pêche commerciale	1
Depère	26/08/2008	1 mois	Pêche expérimentale	1
Barroso	26/08/2008	1 mois	Pêche expérimentale	1
Dae young	17/11/2006	3 ans	Pêche commerciale	15
Japan Tuna	26/10/2008	3 ans	Pêche commerciale	20
Opagac	Non étudié		Pêche commerciale	1 licence en 2008

Tableau 2 : Résumé des protocoles d'accord malgaches en vigueur

Opérateur	Date de signature	Durée	Type	Nombre navires
Copefrito	07/02/2008	3 ans	Pêche commerciale	10
SPSM	11/03/2008	3 ans	Pêche commerciale	8
Cemaje	25/04/2008	3 ans	Pêche commerciale	2
Cemaje	25/04/2008	3 ans	Pêche commerciale	1
Cemaje	25/04/2008	3 ans	Pêche commerciale	1
Naomi	29/04/2008	3 ans	Pêche commerciale	1
Mr Nincent	30/04/2008	3 ans	Pêche commerciale	2
Mme Rasoarinelina	30/04/2008	3 ans	Pêche commerciale	1
Cazon	20/06/2008	3 ans	Pêche commerciale	1

¹ En incluant SOGEDIPROMA

Réfrigépêche	30/06/2008	3 ans	Pêche commerciale	10
Mr Michel	18/07/2008	3 ans	Pêche commerciale	1
Mr Narison	06/08/2008	3 ans	Pêche commerciale	2
Mr Voca	14/08/2008	3 ans	Pêche commerciale	1
Réfrigépêche	22/09/2008	5 mois	Pêche de prospection	1
Réfrigépêche est	22/09/2008	5 mois	Pêche de prospection	1
Donaski Serge	Non étudié		Pêche commerciale	1 licence en 2008
Hachim Zakaria	Non étudié		Pêche commerciale	4 licences en 2008
Sogediproma	Non étudié		Pêche commerciale	5 licences en 2008
Tsimidite Privat	Non étudié		Pêche commerciale	1 licence en 2008

2.2 Objets des protocoles

Selon l'article 20 du décret 94-112 (dans le titre IV fixant le régime des autorisations pour les navires étrangers) : au cas où l'accord entre Etats (ainsi) prévu n'existe pas encore, le ministère chargé de la pêche et de l'aquaculture peut convenir d'un commun accord avec la personne physique ou morale d'un autre Etat les conditions d'opérations auxquelles cette dernière est soumise. Un protocole est établi à cet effet.

Les quatorze (14) protocoles d'accord faisant intervenir des bateaux étrangers ont pour objet la réalisation soit d'une pêche commerciale (12), soit d'une pêche expérimentale ou de prospection (3²). Pour un cas, il permet à un navire d'appui à des thoniers senneurs de travailler dans les eaux malgaches.

Les dix neuf (19) autres attribuent à des bateaux et embarcations battant pavillon malgache des licences de pêche commerciale (17) ou de prospection (2). L'élaboration de ces protocoles n'est pas justifiée sur le plan juridique. En effet, l'article 11 du décret 94-112, précise que les licences à octroyer aux bateaux et embarcations autres que les navires étrangers n'opérant pas à partir de Madagascar et ne débarquant pas la totalité de leurs captures à Madagascar sont délivrées suivant les propres dispositions dudit décret ainsi que des règlements pris pour son application.

2.3 Classification des protocoles d'accord

2.3.1 Classification selon les ressources ciblées

Les protocoles étrangers sont, dans leur majorité, des accords thoniers (57%). Les autres concernent les poissons de fond (36%) et les crevettes en eaux profondes (7%).

Tableau 3 : Classification des protocoles d'accord étrangers par ressource cible

Ressources cibles	Nb protocoles	%
Thons	8	57
Poissons de fond	5	36
Crevettes d'eau profonde	1	7
Total	14	100

Les protocoles malgaches ciblent dans leur majorité les poissons (89%) dont certains visent, en même temps, les thons. Les autres concernent les crustacés (5%) et les céphalopodes (5%).

² Le protocole d'accord avec l'Union Européenne comprend une pêche commerciale et une pêche exploratoire

Tableau 4 : Classification des protocoles d'accord malgaches par ressource cible

Ressources cibles	Nb protocoles	%
Poissons	17	89
crustacés	1	5
céphalopodes	1	5
Total	19	100

2.3.2 Classification selon les zones de pêche

Les bateaux battant pavillon étranger pêchent dans la ZEE malgache, mis à part 2 opérateurs. L'information concernant OPAGAC n'a pas pu être obtenue.

Tableau 5 : Classification des protocoles d'accord étrangers selon les zones de pêche

Zone de pêche	Nb protocoles	%
ZEE	11	84
Façade Ouest-Sud Ouest, profondeur supérieure à 200 mètres, à 12 miles des côtes	1	8
Façade Ouest à 8 miles des côtes, façade Est à 2 miles des côtes	1	8
Total	13	100

Globalement, sur les 19 accords malgaches, 16 visent les ressources de la côte ouest et 3 celles de la côte est. Le Tableau 6 indique plus de détails sur les 15 accords obtenus par les consultants.

Tableau 6 : Classification des protocoles d'accord malgaches selon les zones de pêche

Zone de pêche	Nb protocoles	%
Façade Ouest (+8 miles des côtes), Façade Est (+2 miles des côtes)	5	33
Façade Ouest	2	13
Façade Ouest (Sofia - Melaky)	2	13
Façade Ouest - Sud Ouest	1	7
Façade Ouest (Diana - Melaky)	1	7
Façade Ouest (Majunga)	1	7
Façade Est	1	7
Façade Est (Analanjirofo - Atsinanana)	1	7
Façade Est (+2 miles des côtes), profondeur supérieure à 200m	1	7
Total	15	100

2.3.3 Classification selon le nombre de bateaux prévus

Les protocoles étrangers concernent 180 navires, dont 124 pour le seul protocole signé avec l'Union Européenne.

Tableau 7 : Classification des protocoles d'accord étrangers selon le nombre de bateaux prévus

Nombre de bateaux prévus	Nb protocoles	%
+ 100 navires	1	7
20 navires et moins	2	14
5 navires et moins	11	79
Total	14	100

Les protocoles malgaches concernent 54 navires. Certains protocoles incluent, en même temps, bateaux de pêche industrielle et embarcations de pêche artisanale. Pour les accords non étudiés, le nombre d'embarcations est limité à celui des licences délivrées, informations qui ont pu être obtenues.

Tableau 8 : Classification des protocoles d'accord malgaches selon le nombre de bateaux prévus

Nombre de bateaux prévus	Nb protocoles	%
De 5 à 10 navires	4	21
2 à 4 navires	4	21
1 navire	11	58
Total	19	100

2.3.4 Classification selon l'année de signature de l'accord initial

Concernant l'Union européenne, le premier accord avec l'Etat malgache a été signé en 1986, et sept protocoles ont été renouvelés jusqu'en 2006. Un nouvel accord tenant compte de la réforme de la politique européenne de la pêche a été signé en 2007, accompagné d'un protocole d'une durée de six ans.

Concernant les autres protocoles d'accord étrangers, il n'a pas été possible d'avoir accès à une information exhaustive, faute de système d'archivage. Cependant, sur les 13 protocoles en vigueur et qui ont pu être étudiés, il semblerait que : 7 protocoles sur 13 ont fait l'objet d'un renouvellement depuis 2007, et 6 protocoles sur 13 n'ont pas été renouvelés ; qu'au moins 8 protocoles en cours en 2007, ne l'étaient plus en 2008.

S'agissant des protocoles d'accord malgaches, depuis 2007, sur les 15 accords en vigueur, 9 seraient de nouveaux protocoles, et 6 auraient été renouvelés. D'autre part, au moins 6 protocoles n'auraient pas été renouvelés en 2008.

3. Analyse des dispositions des protocoles d'accord

L'arrêté n°20510/2003, du 1^{er} décembre 2003, établit un protocole standard d'accord de pêche pour :

- ✓ la pêche commerciale de crustacés en eaux profondes, utilisant des bateaux battant pavillon étranger,
- ✓ la pêche commerciale de poissons en eaux profondes, utilisant des bateaux étrangers battant pavillon étranger,
- ✓ la pêche commerciale de thonidés, utilisant des bateaux battant pavillon étranger,
- ✓ la pêche commerciale de crustacés en eaux profondes, utilisant des bateaux battant pavillon malgache,
- ✓ la pêche commerciale de poissons utilisant des bateaux battant pavillon malgache.

Cet arrêté n'a pas prévu le cas des navires d'appui aux bateaux de pêche étrangers et l'exploitation des céphalopodes pour les bateaux battant pavillon malgache. Par ailleurs, il reste muet concernant les pêches expérimentales ou de prospection. Il exclut aussi l'accord thonier avec l'Union Européenne du cadre de ces protocoles standard.



L'analyse des dispositions des différents protocoles d'accord en vigueur³ permet de relever des erreurs, lacunes et imprécisions qui méritent d'être corrigées, tant sur le fond que sur la forme.

3.1 Objets et ressources ciblées

3.1.1 Protocoles d'accord pour bateaux étrangers

Selon les dispositions de l'article 10 du décret 944-122, du 18 février 1994, portant organisation générale des activités de pêche maritime, la pêche des poissons démersaux est interdite aux bateaux étrangers (de catégorie IV) qui n'opèrent pas à partir de Madagascar et qui ne débarquent pas la totalité de leurs captures à Madagascar. Ainsi les protocoles d'accord de pêche commerciale aux poissons démersaux passés avec MADAJONO (25 avril 2008, 3 ans, 1 navire), BAROSSO (1^{er} août 2008, 3 ans, 1 navire) et PESQUERIA VILA (23 juillet 2008, 3 ans, 1 navire) ne sont pas conformes à la réglementation. De même les protocoles d'accord de pêche expérimentale aux poissons démersaux signés avec DEPERE et BAROSSO (tous les deux : le 26 août 2008, 1 mois, 1 navire), ainsi que celui passé avec l'Union Européenne (1^{er} janvier 2007, 6 ans, pour 5 navires et pour deux périodes de 6 mois), ne respectent pas cette disposition du décret 944-122.

Il est à noter que les accords internationaux priment sur les lois, toutefois, ils devraient être, dans ce cas, adoptés par le parlement.

Sur la forme, les protocoles d'accord parlent indifféremment de poissons de fond, de poissons en eaux profondes et de poissons démersaux qui peuvent désigner des ressources non identiques et à des profondeurs différentes.

L'accord commercial passé avec BAROSSO mélange poissons démersaux, thons et espèces assimilées, alors que le calcul des redevances est différent (palangrier pour poissons et thoniers palangriers).

Il est à signaler que le protocole avec COPEFRITO qui vise les crevettes d'eau profondes (article 2), a servi pour délivrer une licence de pêche aux poissons pour 5 mois ainsi qu'une licence pour les crevettes pour 3 mois.

Le protocole initial passé avec PESQUERIA VILA visant les thonidés a été modifié par un avenant pour autoriser la pêche de poissons de fond. Seule la disposition concernant les espèces cibles a été modifiée, laissant ainsi des incohérences importantes dans l'ensemble de l'accord (exemples : redevances et fiches de captures restées sur le modèle « thonidés »).

Les protocoles parlent d'espèces prohibées et défendues mélangeant diverses notions différentes. On devrait être plus précis et plus clair en parlant d'« espèces protégées ».

3.1.2 Protocoles d'accord pour bateaux malgaches

Les poissons comme espèces cibles sont soit mélangés aux thons (CEMAJE : 25 avril 2008, 3 ans, 2 navires ; CAZON, 28 juin 2008, 3 ans, 1 navire ; SPSM, 11 mars 2008, 3 ans, 8 navires) soit dénommés, indifféremment, « poissons en eaux profondes », « poissons démersaux », ou détaillés en familles comprenant des pélagiques et des démersaux (REFRIGEPECHE, 30 juin 2008, 3 ans, 10 navires).

³ Ceux retrouvés



Les poissons (vertébrés) ont été assimilés à des crustacés (invertébrés), comme les crabes, crevettes et langoustes en eaux profondes, dans le protocole avec CEMAJE (25 avril 2008, 3 ans, 1 bateau).

Le protocole avec CEMAJE (25 avril 2008, 3 ans, 1 bateau), relatif aux céphalopodes (sans modèle standard), confond aussi poissons et céphalopodes (poulpes, calmars, seiches) qui sont des invertébrés.

Or, les coefficients de détermination des droits de licence (CDDL) font la différence entre les « thonidés », « les poissons de chalut, de palangre et de ligne », « les crustacés autres que les crevettes côtières » et les « autres produits ».

Les protocoles faisant intervenir des bateaux et embarcations malgaches parlent aussi d'espèces prohibées et défendues méritant d'être mieux précisées.

3.2 Zones de pêche

3.2.1 Protocoles d'accord pour bateaux étrangers

En général, la zone de pêche mentionnée dans les protocoles est définie comme la Zone Economique Exclusive au-delà de la bande des 12 milles nautiques à compter de la ligne de base qui tient compte des îles, Nosy Be, Nosy Lava et Ste Marie. Pour les pêches en eaux profondes, on parle d'eaux sous juridiction malgache (=ZEE) à une profondeur supérieure à 200m. Or la ZEE malgache n'est pas encore définie clairement et ne possède pas de tracé porté sur une carte. Par ailleurs, les isobathes de -200m ne suivent pas une ligne droite. En conséquence, le contour de la zone de pêche indiquée dans les protocoles reste très imprécis et suppose qu'il peut être non respecté, sans le faire exprès, et ne peut être strictement contrôlé. Seule la zone de pêche retenue dans l'accord avec l'Union Européenne est claire et précise (coordonnées géographiques des 22 points de référence (A à V) + carte annexées).

Le protocole avec COPEFRITO pour la pêche de crevette en eau profonde parle d'interdiction de chalutage dans les zones récifales (récifs = rochers à fleur d'eau), à plus de 200 mètres de profondeur.

Celui passé avec ANABAC BERMEO (10 avril 2008, thons, 5 navires) autorise des senneurs à travailler, dans la mer territoriale, juste au-delà de 2 milles nautiques de la côte.

3.2.2 Protocoles d'accord pour bateaux malgaches

Pour le protocole pour la pêche de démersaux de COPEFRITO (10 palangriers), la zone de pêche est limitée aux eaux sous juridiction donc à la ZEE, excluant, de jure, la zone des 12 milles constituée par la mer territoriale où l'Etat malgache exerce sa souveraineté (eaux sous souveraineté malgache).

Certains protocoles (CEMAJE et REFRIGEPECHE) indiquent des zones de pêche qui ne correspondent pas aux aires de distribution des espèces cibles : des pélagiques (carangidés, thonidés) en eaux profondes. Il en est de même avec la zone de prospection de poissons effectuée par la REFRIGEPECHE OUEST limitée à la zone de pêche crevettière C (entre le phare Katsepy et Morombe), alors que les informations collectées sur l'ensemble de la façade occidentale auraient profité aussi bien à l'opérateur qu'à l'administration pour la gestion d'une pêche commerciale que l'on espère développer.

Des protocoles relatifs à des embarcations artisanales indiquent des zones de pêche correspondant aux eaux sous juridiction malgache ou ZEE, les interdisant donc la zone des 12 milles nautiques des



côtes. Un autre (NAOMI) indique un nom de localité (Mahajanga) qui peut correspondre à la ville, à une commune ou à l'ex-province. Ceux passés avec NINCENT et RASOARINELINA précisent que la zone de pêche concerne les eaux sous juridiction malgache (=ZEE) sur la façade orientale, entre la région de Sofia et de Melaky qui est donc zone correspondante à la région de Boeny !

Pour délimiter les activités de ces embarcations artisanales dans leur dimension effective et pour des problèmes de sécurité, il faudrait limiter leur zone de pêche, au maximum, aux eaux sous souveraineté malgache (=mer territoriale).

3.3 Bateaux et techniques de pêche

Tous les protocoles confondent engins de pêche (dénomination de l'équipement utilisé : ligne, palangre, senne, chalut, filet maillant) et techniques de pêche (manière d'effectuer la pêche : comme pêche au lamparo, pêche à l'appât vivant, pêche arrière, filet maillant dérivant, filet maillant calé...). Il serait plus simple et plus facile à gérer de parler des engins de pêche, tout en se donnant la possibilité de préciser, lorsque nécessaire, les techniques à interdire (les filets maillants dérivants par exemple).

La plupart des protocoles, pour des bateaux étrangers ou malgaches, industriels ou embarcations artisanales, parlent de « croquis et caractéristiques des engins de pêche à déposer au Centre de Surveillance des Pêches » qui, après analyse, donnera son avis pour permettre ou non le navire d'effectuer sa première marée ou de quitter le port. Parmi les engins de pêche, sont cités les lignes à main ou palangrotte, les sennes, les palangres. On se demande l'utilité de généraliser cette disposition qui n'est pas appliquée systématiquement, donc souvent non respectée et par le CSP et par les opérateurs.

Presque tous les protocoles, bateaux étrangers, malgaches, industriels ou embarcations artisanales indiquent que les engins de pêche fixes doivent arborer le numéro d'autorisation du Ministère de la Pêche porté sur la licence et que ces engins fixes doivent être signalés, qu'il s'agisse de pêche au chalut, à la senne, ou à la ligne à main. Cette disposition ne devrait être retenue que pour les engins qui risquent de gêner d'autres activités (circulation de bateaux, autres activités pêche, ...).

3.3.1 Protocoles d'accord pour bateaux étrangers

Dans le protocole avec COPEFRITO (crevettes en eau profonde) on précise les normes à respecter pour un chalut à poissons, alors que l'article 1 souligne que seules les crevettes en eaux profondes sont autorisées à être pêchées.

Tous les protocoles d'accord, sauf ceux fortement négociés et finalisés avec l'Union Européenne et JAPAN TUNA, exigent que la Ministère chargé de la Marine Marchande délivre les autorisations de navigation, après visite de mise en service des navires. Si cette disposition n'est pas généralisée et n'est pas systématiquement appliquée, il faudrait la réserver aux bateaux et embarcations malgaches, lors des visites techniques périodiques qu'ils doivent subir.

3.3.2 Protocoles d'accord pour bateaux malgaches

Les « embarcations » (qui signifient petit bateaux) de pêche artisanale sont assimilées, non seulement dans leur dénomination, mais aussi dans les règles qui leur sont appliquées, aux « navires » et « bateaux » étrangers :

- ✓ caractéristiques certifiées par les autorités compétentes du pays où les navires ont été enregistrés,
- ✓ procédure en cas d'arraisonnement (VOCA BRUNO, pêche à la ligne, 1 embarcation de 30CV).

Pour la pêche en eaux profondes, à plus de 200m de profondeur, le protocole avec SPSM prévoit l'utilisation de lignes (à main) ou palangrottes (même signification) !

Celui avec CEMAJE prévoit l'exploitation des céphalopodes avec des casiers ; or ceux-ci pêchent plutôt avec des pots, des boîtes, des harpons ou foënes (octopodes comme les poulpes), des turluttes ou le chalut (décapodes comme les seiches et calmars).

3.4 Captures accessoires

La plupart des protocoles parlent de « captures accidentelles » mais le terme le plus approprié est « captures accessoires ». Les tortues ou des mammifères marins pris dans les filets sont des captures accidentelles, tandis que les faunes d'accompagnement des ressources ciblées sont des « captures accessoires ».

3.4.1 Protocoles d'accord pour bateaux étrangers

Pour le protocole avec COPEFRITO (2 bateaux), seules les crevettes en eaux profondes sont autorisées, alors que la pêche s'effectue avec un chalut qui, de par sa conception et son utilisation, capture forcément d'autres espèces. Par ailleurs, il est précisé que les crustacés ovées, mortes ou vivantes, doivent être remises à l'eau. On se demande l'utilité de cette disposition et les possibilités de son application dans la pratique.

Pour les senneurs, le problème des captures accessoires n'est pas très compliqué, du fait que la liste des espèces assimilées autorisées n'est pas précisée dans le protocole, sauf pour JAPAN TUNA. Mais pour cette association, la liste est terminée par « d'autres poissons », ouvrant ainsi une large possibilité.

Pour les requins, fréquemment capturés par les palangriers et les filets maillants, le protocole avec JAPAN TUNA demande le respect des résolutions de la Commission Thonière de l'Océan Indien (CTOI). Pour d'autres (DAE YOUNG FISHERIES, 15 palangriers ; DEPERE, 1 fileyeur ; BARROSSO, 1 palangrier ; PESQUERIA VILA, 1 palangrier ; MADA JONO, 1 palangrier), la détention des captures accidentelles n'est pas autorisée.

3.4.2 Protocoles d'accord pour bateaux malgaches

Chacun des protocoles prévoit que la détention des captures autres que les espèces cibles n'est pas autorisée.

Pour tous les protocoles permettant l'exploitation des poissons (17 sur 19) avec la ligne, la palangre, le filet maillant, dans la pratique, selon l'affirmation des opérateurs, le Centre de Surveillance des Pêches (CSP) n'accepte pas les captures de requins. Or, les poissons sont divisés en poissons osseux et en poissons cartilagineux dont fait partie les requins. Juridiquement, la position du CSP n'est pas justifiée.

3.5 Débarquement et base à terre

3.5.1 Protocoles d'accord pour bateaux étrangers

L'alinéa 3 de l'article 24 du décret 94-112, inclus dans le titre IV relatif au régime des autorisations pour les navires étrangers, stipule que les accords de pêche « peuvent, en outre prévoir :

- a) les débarquements à Madagascar de toute ou partie des captures réalisées,
- b)

c) La construction d'infrastructures à terre ... ».

Tous les protocoles, sauf ceux de l'Union Européenne et de JAPAN TUNA, intensivement négociés dans les détails, prévoient « le débarquement de la totalité des captures en rade », tout en précisant que « aucun transbordement en haute mer ne peut être effectué ».

Le « débarquement de la totalité des captures en rade » n'est pas clair, car il n'existe pas d'installations à terre construite en rade. Il devrait s'agir de transbordement. Mais même dans ce cas, l'opération ne devrait pas être obligatoire, car la plupart des bateaux emmènent leurs captures lorsqu'ils quittent les eaux malgaches mais ne les transbordent pas sur un autre bateau.

Seul le protocole avec l'Union Européenne prévoit des dispositions encourageant le débarquement des captures à Madagascar : « Les navires thoniers communautaires qui débarquent volontairement dans un port de Madagascar, bénéficient d'une réduction sur la redevance de 5 euros par tonne pêchée dans la zone de pêche Madagascar sur le montant indiqué à la section 2, paragraphe 2 du chapitre I de l'annexe (35 euros). Une réduction supplémentaire de 5 euros est accordée dans le cas d'une vente des produits de pêche dans une usine de transformation de Madagascar ».

3.5.2 Protocoles d'accord pour bateaux malgaches

Tous les accords prévoient le débarquement de la totalité des captures à terre.

Par ailleurs, ils exigent, sauf pour VOCA BRUNO, que l'opérateur « doit prouver qu'il dispose d'une base à terre pour la transformation, le conditionnement et/ou le stockage des produits, telle que stipulé dans l'article 24 du décret 94-112 du 18 février 1994. Or, comme il a été précisé dans le paragraphe 3.5.1, c'est une disposition qui concerne les navires étrangers.

L'article 15 de ce décret précise que « la licence de pêche peut être refusée, suspendue ou révoquée ... dans le cas où l'entreprise ne dispose pas d'une installation adéquate pour traiter, conditionner et conserver ses captures à terre ». Les protocoles devraient se référer à cet article si l'on juge cette disposition indispensable (cela écarterait un patron pêcheur qui veut uniquement pêcher et vendre ses captures à une usine de traitement et de conditionnement).

3.6 Licences

3.6.1 Protocoles d'accord pour bateaux étrangers

Exceptionnellement, la durée de validité des premières licences octroyées aux bateaux de JAPAN TUNA, dans le cadre de l'accord renouvelé, chevauche sur deux années. En effet, le protocole précise que leur validité ne doit pas dépasser le 31 décembre de chaque année et qu'une autre licence est délivrée pour les mois de l'année suivante au prorata des redevances payées.

Seul le protocole avec l'Union Européenne prévoit un délai maximum de 15 jours ouvrables, après réception du dossier de demande, pour la délivrance des licences.

Seul le protocole d'accord avec JAPAN TUNA accepte une copie de la licence à bord, en attendant la réception de l'original sur le bateau. Celui avec l'Union Européenne envisage l'utilisation de licence électronique au lieu de la licence papier.

3.6.2 Protocoles d'accord pour bateaux malgaches

Le renouvellement de la licence, dont la validité se termine le 31 décembre, se fait obligatoirement sur demande écrite à adresser au Ministère chargé des pêches avec présentation de la licence originale (condition non exigée pour les bateaux étrangers). Or, comme cet original de la licence doit être détenu à bord, le bateau ou l'embarcation doit arrêter de pêcher dès l'envoi de la demande jusqu'à l'obtention de la nouvelle licence, intervalle de temps qui peut durer des semaines, voire des mois. L'envoi d'une copie certifiée conforme de la licence avec la demande devrait suffire, étant donné que la Direction Générale de la Pêche et des Ressources Halieutiques (DGPRH) devrait avoir un registre des licences délivrées.

Le protocole avec COPEFRITO (poissons démersaux, 10 bateaux, 5 licences octroyées) laisse supposer que la société utilise des navires affrétés. Son article 8 prévoit que la demande de son renouvellement doit être effectuée 3 mois avant l'expiration de sa durée initiale de 36 mois. Or l'article 14 du décret 94-112 précise que la licence pour les bateaux affrétés par une société malgache (donc de catégorie II) n'est renouvelable que 2 fois au maximum (3 ans), l'objectif étant de mieux intégrer l'exploitation dans l'économie nationale par l'utilisation de bateaux appartenant à la société concernée. De jure, la durée des protocoles utilisant des navires étrangers affrétés ne doit pas dépasser 36 mois.

3.7 Redevances

3.7.1 Protocoles d'accord pour bateaux étrangers

Certains protocoles d'accord, déjà signés, ne sont pas datés car il est stipulé que la date de signature ne doit pas être antérieure à celle de la quittance de paiement de l'avance sur les redevances. La copie de cette quittance n'est pas jointe aux protocoles, alors qu'il est précisé qu'elle fait partie intégrante de l'accord. Ces procédures ne semblent pas être régulières : la signature étant déjà effectuée à une date donnée, on pourrait, si nécessaire, prévoir une date d'entrée en vigueur correspondant à celle de paiement de l'avance sur les redevances, mentionnée sur la quittance.

La grille des redevances annexée au protocole avec ANABAC, pour la pêche à la senne, est celle se rapportant aux chalutiers et aux bateaux pêchant à la ligne (palangrotte) ou au casier.

Le protocole d'accord pour l'exploitation des thons à la palangre (1 bateau) avec PESQUERIA VILA a été modifié par un avenant pour pêcher les poissons de fond, toujours à la palangre, mais la grille des redevances n'a pas été changée. De ce fait, le bateau paie moins de redevances (assimilé à des thoniers palangriers) que normalement (sauf pour 3 fourchettes de TJB) si l'on se réfère au Tableau 99.

Tableau 9 : Grilles des redevances pour des thoniers (droite) et d'autres types de navires (gauche)

Tonneau de jauge brute	Type de navire		Tonneau de jauge brute	Thoniers	
	Chalutiers et palangriers	Palangrotte, ligne ou caseyeurs		senneurs	palangriers, ligneurs, canneurs
inférieur à 100	3 000	2 000	inférieur à 100	3 000	2 000
100 à 199	3 000	2 500	100 à 199	3 000	2 500
200 à 299	4 000	3 000	200 à 299	4 000	3 000
300 à 399	4 000	4 000	300 à 399	4 000	4 000

400 à 499	4 250	4 000	400 à 499	4 250	4 000
500 à 599	4 250	4 000	500 à 599	4 250	4 000
600 à 699	4 250	4 000	600 à 699	4 250	4 000
700 à 799	4 250	4 250	700 à 799	4 250	4 250
800 à 899	4 500	4 250	800 à 899	4 500	4 250
900 à 999	4 500	4 250	900 à 999	4 500	4 250
1 000 à 1 119	4 500	4 500	1 000 à 1 119	4 500	4 500
1 200 à 1 299	4 800	4 500	1 200 à 1 299	4 800	4 500
1 300 à 1 399	4 800	4 500	1 300 à 1 399	4 800	4 500
1 400 à 1 499	4 800	4 500	1 400 à 1 499	4 800	4 500
Supérieur à 1 500	5 000	4 500	Supérieur à 1 500	5 000	4 500

Le protocole d'accord avec BARROSSO concerne la pêche de poissons démersaux et de thons à la palangre. La grille de redevance qui lui est annexée se rapporte aux thoniers alors qu'on devrait plutôt retenir celle s'appliquant aux « chalutiers et palangriers ».

Le compte bancaire où doit être versé le droit d'entrée (1 000 \$US) dans la ZEE malgache diffère d'un protocole à l'autre : Federal Reserve Bank de New York (JAPAN TUNA), BMOI MG – CSP (ANABAC, bateaux d'appui ; INTERATUN) ou compte qui sera communiqué ultérieurement (ANABAC, senneurs ; COBREPECHE ; COPEFRITO).

Certains protocoles précisent qu'une part de 20% des redevances est au profit du FDHA (ANABAC, senneurs ; INTERATUN ; COBREPECHE), d'autres au profit de l'AMPA (ANABAC, bateaux d'appui ; INTERATUN), quelques uns ne la mentionnent pas (BARROSSO ; COPEFRITO ; JAPAN TUNA).

3.7.2 Protocoles d'accord pour bateaux malgaches

Le calcul des redevances est basé sur la formule $R = P \times I \times CDDL^4$, établie par l'arrêté 5558/97 du 18 juin 1997. Le CDDL ainsi que la valeur du DTS sont fixés tous les ans.

Cet arrêté visait principalement la crevette côtière dont la gestion de l'exploitation tenait compte, entre autres, de la puissance du moteur principal du chalutier, des différentes zones et des différents types de bateau (congélateur, glacier, embarcation artisanale). Actuellement la puissance n'est plus utilisée dans la gestion et ne sert plus dans le calcul des redevances de la pêche crevettière. La formule semble aussi être peu appropriée à la pêche à la ligne ou à la palangre. Pour les grilles de redevances pour les bateaux étrangers, l'administration a préféré opter pour la taille des bateaux.

Après la publication du décret 2007-957, les crevettes côtières ont été sorties du tableau relatif au CDDL (Tableau 10). Les modificatifs, annuels, de l'arrêté 5558/97 du 18 juin 1997 parle alors d'« autres crustacés » qui reste difficile à comprendre dans le contexte unique de ces textes. Il faudrait remplacer par « crustacés autres que crevettes côtières ».

⁴ R : redevance, P : puissance du bateau, I : indice relatif au type de bateau, CDDL : coefficient de détermination des droits de licence

Tableau 10 : Coefficients de Détermination des Droits de Licence (CDDL), 2005, 2008

Produits ciblés	CDDL	
	2005	2008
Thonidés	0,2000 DTS	0,2400 DTS
Crevettes côtières		
- pour la pêche artisanale	0,4501 DTS	
- pour la zone A	0,7531 DTS	
- pour la zone B	0,7311 DTS	
- pour la zone C	0,6985 DTS	
- pour la zone D	0,1910 DTS	
Autres crustacés	0,1800 DTS	0,2100 DTS
Poissons de chalut, de palangre et de ligne	0,1500 DTS	0,1800 DTS
Autres produits	0,1200 DTS	0,1500 DTS
Pour les navires d'appui et de collecte	0,1200 DTS	0,1500 DTS

Ces arrêtés classent aussi dans un seul groupe les poissons de chalut, de palangre et de ligne et, de ce fait, ne font pas la différence entre les activités des gros navires industriels, chalutiers ou palangriers, et celles d'une embarcation artisanale, d'une part, et également entre la qualité, donc la valeur, des poissons, avec un CDDL identique de 0,1800 DTS, en 2008 (arrêté 4374/2008).

3.8 Embarquement de marins

Si les protocoles pour les bateaux industriels malgaches prévoient l'embarquement de 80% de marins malgache et ne demandent aucune compensation en cas de non respect de ce quota, ceux se rapportant aux bateaux étrangers exigent 2 malgaches/équipage et une compensation de 15 €/j/personne en cas de non embarquement de marin, sauf pour JAPAN TUNA. Pour ce dernier cas, il est précisé que les palangriers japonais sont exemptés, pendant quelques temps (sans précision) d'embarquer des marins malgaches et, qu'à titre de compensation, JAPAN TUNA verse, pour le développement de la pêche artisanale, 1 000 US\$/navire opérant dans les eaux malgaches. Si, l'on considère, d'après les licences déjà octroyées, que les palangriers japonais restent 3, 6 ou 9 mois dans les eaux malgaches, cette compensation se chiffrerait respectivement à 11 US\$/j/bateau, 5 US\$/j/bateau et 3,7 US\$/j/bateau (soit 5,5 US\$/j/marin, 2,5US\$/marin, 1,85 US\$/marin).

Enfin, pour la forme, il faudrait, pour les autres accords étrangers, retenir l'US\$ comme unité de cette compensation, les redevances étant en US\$ (en faire de même pour l'indemnité des observateurs).

3.9 Suivi des captures

3.9.1 Protocoles d'accord pour bateaux étrangers

Pour le suivi des activités de pêche, chaque protocole prévoit l'obligation d'instituer un journal de bord ou log book (modèle remis avec la licence, pour certains), de remplir une fiche de pêche (modèle annexé au protocole) et d'envoyer un résumé des activités (captures, zones, jour de pêche et/ou nombre de trait).

Le journal de bord, rempli en deux exemplaires, est à retourner par voie recommandée au Directeur des Pêches et au Chef du CSP, sans aucune précision de délai. Or l'article 28 du décret 94-112 stipule que : « Le capitaine du navire battant pavillon étranger autorisé tient un journal de pêche qui



reprend pour chaque jour de pêche : la zone de capture, les conditions météorologiques, l'engin de pêche utilisé, le tonnage capturé par espèces principales, le tonnage des captures accessoires et toutes autres informations jugées utiles par les autorités malgaches. Le journal est communiqué mensuellement à l'administration chargée des pêches ». Ces journaux qui sont des fiches de pêche qui ne sont pas systématiquement envoyés, réclamés et exploités.

Un modèle de fiche pour thoniers palangriers a été fourni à BARROSSO et MADAJONO qui sont autorisés à pêcher les poissons d'eaux profondes (le modèle réserve plusieurs colonnes pour les espèces de thons et autres espèces assimilées et une pour les prises mélangées ; cette dernière serait donc la seule à remplir par les capitaines).

Un modèle de fiche de pêche pour thoniers palangriers (effort de pêche exprimé en nombre d'hameçons) est utilisé pour des thoniers senneurs (INTERATUN).

De même un modèle de fiches de pêche pour thoniers palangriers (précisant le nombre d'hameçons utilisés) a été joint au protocole de DEPERE concernant la pêche expérimentale de poissons démersaux au filet maillant ; un protocole pour la conduite de la pêche expérimentale, incluant la méthodologie avec un maximum de données à collecter par l'équipage et l'observateur, aurait été plus intéressant.

Enfin, l'utilisation des résumés succincts des activités (captures, zones, jour de pêche et/ou nombre de trait), à envoyer une fois par semaine, n'est pas très évidente, dès lors que l'organisation de la collecte et le traitement des données de base (fiches de pêche non appropriées, envois et réclamations non systématiques) ne semblent pas démontrer un intérêt particulier pour le suivi de l'exploitation des ressources halieutiques à travers ces protocoles. Toutefois, combinées avec les déclarations à l'entrée et à la sortie de la ZEE, ils pourraient servir à estimer les captures réalisées dans la zone de pêche malgache. Dans le cadre de l'accord avec l'Union Européenne, le délai est fixé à 15 jours calendaires et seuls les bateaux de plus de 24m sont obligés d'effectuer ces rapports.

3.9.2 Protocoles d'accord pour bateaux malgaches

Tous les protocoles exigent aussi l'instauration d'un journal de bord, le remplissage et l'envoi, en deux exemplaires, d'une fiche mensuelle de pêche et un rapport résumant les activités (zone de pêche, captures, effort de pêche).

Pour certains opérateurs de la pêche artisanale, ce rapport d'activités est à envoyer par trimestre (NINCENT, RASOARINELINA), pour d'autres par semaine (VOCA BRUNO).

Pour ces protocoles faisant intervenir des bateaux et embarcations malgaches, les envois, les réclamations et le traitement des données sur le suivi des activités de pêche ne sont pas aussi effectués systématiquement.

Les protocoles pour des pêches industrielles de prospection sont aussi identiques à ceux utilisés pour l'exploitation commerciale (sauf pour les redevances), alors qu'il aurait fallu exiger plus de données détaillées concernant l'opération pour pouvoir définir les conditions à respecter pour l'exploitation commerciale (composition détaillée des captures avec toutes les captures accessoires, commercialisables ou non, carroyage bien déterminé pour le repérage des zones de pêche, profondeurs de travail, appâts utilisés, ...).



Enfin, on se demande pourquoi les protocoles précisent systématiquement, pour la pêche industrielle commerciale, que l'armateur a la possibilité d'embarquer d'autres observateurs de nationalité de son choix, parallèlement à l'embarquement d'observateurs du CSP.

3.10 Bateaux d'appui

Les seuls bateaux d'appui ayant fait l'objet d'un protocole sont les trois (3) appartenant à ANABAC (20 mai 2008, appui à 5 senneurs autorisés par l'accord du 10 avril 2006).

Ce protocole renferme plusieurs erreurs et incohérences qui méritent d'être soulevées.

La zone d'activités est limitée à la ZEE, au-delà de 12 milles nautiques des lignes de base, alors que les senneurs qu'ils appuient sont autorisés à travailler jusqu'à 2 milles nautiques sur la côte Est et ne sont autorisés qu'à transborder en rade.

Les bateaux d'appui sont assimilés à plusieurs reprises à des bateaux de pêche (art. 4 : licence de pêche ; art. 8 : rapport de pêche ; art. 11 : inspection et surveillance des activités de pêche).

L'article 9 mentionne 8 navires cités à l'article 3, alors qu'il s'agit de 3 navires indiqués à l'article 2.

Pour la forme, le protocole contient deux articles 13 et le suivi satellitaire revient dans deux articles différents (12 et 16).

4. Diagnostic de l'application des protocoles d'accord

4.1 Effectivité de l'application des protocoles d'accord

L'effectivité de l'application des protocoles d'accord a été appréciée en fonction du nombre de licences délivrées.

4.1.1 Protocoles d'accord pour bateaux étrangers

Onze (11) protocoles d'accord sur les quatorze (14) ont été appliqués et ont permis la délivrance de 145 licences sur les 180 prévues, soit 80,6% (voir Tableau 11).

Les trois (3) protocoles non appliqués concerne la capture de poissons démersaux dont un (1) en pêche expérimentale (BARROSSO, 1 navire) et deux (2) en pêche commerciale (BARROSSO, 1 palangrier ; PESQUERIA, 1 palangrier). Tous les accords passés avec BARROSSO n'ont pas été mis en œuvre.

Sept (7) protocoles ont été pleinement exploités, dans ce sens que tous les bateaux prévus ont fait l'objet d'une délivrance de licence.

Deux des protocoles appliqués ont fait l'objet d'infractions (MADAJONO, 1 palangrier ; DEPERE, 1 navire avec filets maillants).

Tableau 11 : Effectivité de l'application des protocoles d'accord pour les bateaux étrangers

(*) : Protocole d'accord Opagac non étudié

4.1.2 Protocoles d'accord pour bateaux malgaches

**Tableau 12 : Effectivité de l'application des protocoles d'accord pour les bateaux industriels
malgaches**

Sur les dix neuf (19⁵) protocoles d'accord relatifs à des bateaux et embarcations de pêche malgaches, quatre (4) sur neuf (9) n'ont pas été appliqués pour la pêche industrielle contre un (1) sur neuf (9) pour la pêche artisanale (voir Tableau 12 et Tableau 13). Au total, 39 bateaux et embarcations sur les 54 comptabilisés dans les protocoles se sont vus attribués des licences, soit 72,2%.

Les quatre (4) relatifs à des navires industriels et non appliqués sont passés avec CEMAJE (3) et CAZON.

⁵ SOGEDIPROMA sans protocole

SPSM s'est vu octroyée une licence de plus que le nombre initialement prévu dans le protocole (non amendé par un avenant, sauf erreur).

Tableau 13 : Effectivité de l'application des protocoles d'accord pour les embarcations artisanales malgaches

SOGEDIPROMA : pas de protocole d'accord

Donaski Serge, Hachim Zakaria, Tsimidite Privat : protocoles non étudiés

Tous les protocoles concernant la pêche artisanale ont été appliqués, sauf celui passé avec Mr. Michel. Pour les autres, toutes les embarcations comptabilisées dans les accords ont obtenu leur licence, sauf une (1) appartenant à Mr. Narison ; Naomi s'est même vue octroyée une (1) licence de plus (sans avenant, sauf erreur).

4.2 Analyse des problèmes bloquant l'application des protocoles d'accord

4.2.1 Protocoles d'accord pour les bateaux étrangers

Pour BARROSSO, un navire espagnol était en escale technique à Antsiranana et voulait profiter de son passage à Madagascar pour pêcher. Il n'avait pas eu la patience d'attendre la finalisation du protocole d'accord.

Les négociateurs et signataires des protocoles au nom de BARROSSO, CAZON, DEPERE, sont des intermédiaires résidant à Madagascar qui essaient de faire venir des bateaux étrangers pour travailler dans les eaux malgaches, tout en cherchant à développer des activités de pêche s'appuyant sur des sociétés de droit malgache et des bateaux battant pavillon malgache. Le négociateur et signataire de l'accord avec PESQUERIA VILA est aussi un intermédiaire local, ayant déjà représenté INTERATUN (2 senneurs seychellois) pour son protocole. Connaissant le domaine maritime mais pas celui de la pêche, ces intermédiaires n'ont pas pu apprécier les possibilités offertes par l'administration malgache, comprendre et expliquer les desiderata des armateurs et des capitaines des bateaux sur les espèces visées, les techniques et engins de pêche à utiliser ainsi que les captures accessoires (explication de l'avenant du protocole de PESQUERIA VILA, problèmes des requins d'accompagnement pour El Amine de DEPERE). Ce problème de compréhension, couplé à des problèmes de communication mais certainement aussi à une volonté manifeste du capitaine de ne pas respecter la réglementation malgache, serait à l'origine des infractions commises par les bateaux Wulan et El Amine.

4.2.2 Protocoles d'accord pour les bateaux malgaches

On retrouve, dans les protocoles avec CEMAJE (3 datés du 25 avril 2008) et CAZON (1 daté du 20 juin 2008), les seuls de pêche industrielle qui n'ont pas été suivi d'application, les mêmes personnes négociatrices et intermédiaires des protocoles pour BARROSSO et DEPERE. Probablement, n'ayant pas réussi à convaincre des partenaires techniques expérimentés (capitaines de pêche) et financiers solides, ils n'ont pas pu concrétiser leurs projets. En se référant à l'article 8 de ces protocoles qui stipule que « Si aucune licence n'est demandée dans un délai de trois (3) mois à la date de la signature du protocole, celui-ci (i.e. le protocole) devient caduc », on devrait sortir ces protocoles d'accord de la liste de ceux en vigueur et en attente d'application.

4.3 Analyse des dispositions non appliquées ou difficile d'application

4.3.1 Protocoles d'accord pour bateaux étrangers

La zone de pêche définie par rapport à la profondeur (au-delà de 200 mètres) est difficile à respecter car les limites ne correspondent pas à des lignes droites. Une carte, avec un tracé simplifié excluant toutes les profondeurs inférieures à -200m, à annexer au protocole, serait plus clair et plus pratique pour les bateaux de pêche et les agents de contrôle.

La ZEE malgache n'est pas encore définie et ne doit donc pas être utilisée pour définir la zone de pêche. Il faudrait garder la carte utilisée dans l'accord avec l'UE, rajouter le tracé simplifié de l'isobathe de -200m et l'annexer à chaque protocole.

L'indication souvent imprécise ou trop précise des ressources ciblées rend difficile le respect de la disposition concernant les captures accessoires qui ne sont pas autorisées (chalutage de crevettes en eaux profondes ne permettant pas la capture accessoire de poissons et autres ; thons et espèces assimilées sans liste).

La pêche thonière à la palangre s'accompagne inévitablement de capture accessoire de requin. Il faudrait retenir et généraliser la clause utilisée dans le protocole d'accord avec JAPAN TUNA qui stipule que « pour les captures accidentelles (à remplacer par accessoires) de requins en particulier, à l'exception des espèces citées dans le CITES, les deux parties s'engagent à respecter les résolutions actuelles et futures de la CTOI (cf. résolutions 05/05 de la CTOI).

Pour la conformité des navires au Code Maritime, les protocoles exigent au ministère chargé de la Marine Marchande d'effectuer une visite de mise en service pour délivrer les autorisations de navigation (visite certainement déjà effectuée au niveau de la localité de construction et/ou d'enregistrement des bateaux). Or, la plupart des thoniers, ayant obtenu leur licence, commence à pêcher dès leur entrée dans la zone de pêche malgache et ne sont pas obligés de venir dans un port malgache. Il faudrait enlever cette disposition qui n'est pas toujours appliquée.

Pour les croquis et caractéristiques des engins de pêche à analyser par le CSP pour baser sa décision d'autoriser le bateau à quitter le port, les observations faites précédemment restent valables. On devrait se limiter à indiquer dans les accords, lorsque c'est nécessaire, les normes à respecter pour les engins à utiliser.

Pour le suivi des captures, l'envoi du journal de bord, en deux exemplaires, par voie recommandée avec accusé de réception est trop lourd. L'accord avec l'Union Européenne envisage un système de déclaration des captures exclusivement basé sur une transmission et un échange électronique des données et documents (log book), qui a le grand mérite de permettre

l'obtention d'informations en temps réel et de faciliter les réclamations en cas d'oubli ainsi que les prises de décision en cas de refus de non obtempération.

4.3.2 Protocoles d'accord pour les bateaux malgaches

Pour la pêche à la palangre, à la ligne et au filet maillant, l'interdiction de captures accessoires d'espèces autres que les espèces ciblées est impossible à respecter. C'est une disposition sanctionnant beaucoup plus les opérateurs locaux par rapport aux bateaux étrangers de JAPAN TUNA et de l'Union européenne, par exemple. Il faudrait écarter les espèces prohibées et accepter et comptabiliser les captures accessoires.

Les protocoles précisent que le Ministère chargé de la pêche peut, en tout temps, les annuler si des indications de surexploitation de la ressource sont enregistrées ou démontrées sur le fondement de critères techniques. C'est une disposition dangereuse pour l'opérateur car on ne se réfère pas à des critères scientifiques mais techniques qui ne sont pas, par ailleurs, précisés. Pour des bateaux étrangers qui peuvent pêcher ailleurs, le problème ne se pose pas. Il faudrait se référer aux dispositions plus élaborées concernant la pêche crevettière côtière et assurer un suivi effectif des différentes pêcheries pour éviter de signer des protocoles sans savoir les possibilités offertes par les stocks.

Dans le même ordre d'idées, l'opérateur devrait aussi être assuré du renouvellement de ses licences dès le paiement de la redevance (voir aussi dispositions sur la crevette côtière).

L'obligation de disposer d'une base à terre (installation de stockage, de traitement ou de conditionnement de produits) ne devrait être exigée que pour certains opérateurs qui possèdent un certain nombre (à définir) de licences de pêche et qui veulent traiter et commercialiser, eux-mêmes, leurs captures.

5. Analyse des apports des protocoles d'accord pour Madagascar

L'analyse comparative des apports des protocoles d'accord pour Madagascar a été effectuée à travers 2 entrées :

- Les apports financiers pour l'Etat malgache,
- Les apports pour les économies locales des principales villes portuaires de Madagascar.

5.1 Apports financiers

Tableau 14 : Répartition des sources de redevances de pêche en 2008, en MGA

<i>Rubriques</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Licences nationales hors crevette	241 500 000	100	241 500 000	100	241 500 000	7
Licences nationales crevette					3 250 004 515	93
Total licences nationales	241 500 000	11	241 500 000	5	3 491 504 515	41
Licences accord ue	785 254 400	39	785 254 400	16	785 254 400	16
Licences étrangères autres*	1 225 490 000	61	1 225 490 000	24	1 225 490 000	24
Contrepartie accord ue			2 997 288 000	60	2 997 288 000	60
<i>dont (1)</i>			2 164 708 000	43	2 164 708 000	43
<i>dont (2)</i>			832 580 000	17	832 580 000	17
Total licences étrangères	2 010 744 400	89	5 008 032 400	95	5 008 032 400	59
Total	2 252 244 400	100	5 249 532 400	100	8 499 536 915	100

1 euro = 2504 MGA (2008)

1 dollar = 1708 MGA (2008)

(1) : part UE pour paiement des redevances (65 euros/t, référence 13 300 t)

(2) : subvention à la politique sectorielle pêche

*inclus les 1000 \$ de droit d'entrée dans la ZEE malgache

En 2008, les redevances sur les licences de pêches obtenues par le biais des protocoles d'accord auraient rapportées 2 252 244 400 Ariary à l'Etat malgache, répartis comme suit⁶ :

- Plus de 2000 millions d'Ariary (89 %) à travers les protocoles d'accord étrangers,
- Près de 250 millions d'Ariary (11%) à travers les protocoles d'accord malgaches.

Si l'on prend en compte la contrepartie financière de l'accord Union européenne (part des redevances prises en charge par l'Union européenne et subvention annuelle à la mise en œuvre de la politique sectorielle des pêches), le montant des recettes s'élève à 5 249 532 400 Ariary, dont :

- Plus de 5 000 millions d'Ariary (95%) à travers les protocoles d'accord étrangers,
- Près de 250 millions d'Ariary (5%) à travers les protocoles d'accord malgaches.

Si l'on intègre, à titre de comparaison, le montant des redevances payées pour les licences crevettières⁷, le montant total des recettes du secteur halieutique (hors redevances collecte et amendes) s'élève à près de 8 500 millions d'Ariary, dont :

- Plus de 5 000 millions d'Ariary (59%) d'Ariary à travers les protocoles étrangers,
- Près de 3 500 millions d'Ariary (41 %) à travers les licences de pêche nationales.

L'accord passé avec Union Européenne est donc d'une importance prépondérante pour les finances publiques malgaches, et pour le financement du secteur halieutique et aquacole en particulier, 80% du total de ces recettes revenant à l'AMPA.

Cet accord prend d'autant plus d'importance du fait de la crise du secteur crevettier, et de la baisse programmée du montant des redevances payées par la filière ces prochaines années.

Au-delà de cette approche macro économique, il convient de comparer la situation des opérateurs malgaches et étrangers exploitant le même type de ressource : un palangrier sous pavillon malgache paie une redevance annuelle de 3 400 euros, alors que pour un palangrier réunionnais « concurrent », le montant de la redevance annuelle payé par l'opérateur s'élève à 1 680 euros...

5.2 Apports économiques locaux

5.2.1 Antsiranana

Les navires senneurs s'arrêtent au port d'Antsiranana et consomment de nombreux services proposées par des entreprises locales : déchargement (2 sociétés de manutention : COMADIE, CMDC), achat de consommables (principalement sel, 1 société : CSM), manutention sur les bateaux (1 société : SECREN), débarquement de thons (1 société : PFOI), sans oublier les consignataires (SDV, AUXIMAD,...) et les shipchandlers. Les escales s'étalent en général sur une période de trois mois (mars à mai). Selon l'APMF, les thoniers senneurs représentent actuellement 30% de l'activité du port d'Antsiranana. Selon l'USTA, la fréquentation du port d'Antsiranana par les senneurs serait la suivante :

⁶ L'absence d'outils de suivi formalisés n'a pas facilité la collecte des données.

⁷ En forte baisse en 2008, de près de 50 % par rapport à 2007.

Tableau 15 : Evolution de la fréquentation du port d'Antsiranana par les senneurs (APFM)

2005	41	35
2006	32	10
2007	36	27

Source : USTA

L'ensemble des acteurs locaux s'accordent pour observer, depuis une dizaine d'années, une diminution du nombre de bateaux venant débarquer et/ou transborder du thon à Antsiranana, et donc une réduction des impacts de l'activité des thoniers sur les activités connexes (entreprises de manutention, conserverie, salines, consignataires et shipchangers), et sur l'économie locale en général (hôtellerie, restauration),

Les chiffres les plus récents en témoignent : en 2007, la quantité de thons débarqués / transbordés au niveau du port d'Antsiranana était de 15 211 tonnes, confirmant ainsi la tendance à la baisse de l'importance du port d'Antsiranana dans l'Océan indien, depuis 1998 (voir chapitre 7, pour l'analyse comparative des accords passés par Madagascar et d'autres pays de la sous région, plus particulièrement le Tableau 20).

Les raisons invoquées par les acteurs sont les suivantes :

- la baisse de la qualité des prestations offertes par la SECREN,
- la non détaxation du fuel pour les bateaux de pêche,
- l'état actuel des infrastructures portuaires.

La SECREN, avec 950 employés permanents et 100 temporaires pendant la période thonière, a réalisé un chiffre d'affaires de 18 milliards d'Ariary en 2007, provenant à 80% de la manutention sur les thoniers.

Tableau 16 : Evolution de la fréquentation de la SECREN par les senneurs

Année	Nombre de thoniers en manutention	Nombre moyen de jours passés à la SECREN
2005	14	23
2006	16	31
2007	16	26

Source : USTA

La nouvelle direction reconnaît les problèmes de compétitivité rencontrés actuellement par la société. Celle-ci est en restructuration, et à la recherche de partenariats en Europe et en Asie pour pouvoir réinvestir dans des équipements plus modernes et de la main d'œuvre plus qualifiée.

Couplée aux travaux actuels de réhabilitation du port, la redynamisation de la SECREN apparaît vitale pour les entreprises dont l'activité est liée au passage des senneurs, et pour l'ensemble de l'économie de la capitale de la Région DIANA.

5.2.2 Toamasina

A Toamasina, des opérateurs malgaches participent au développement de l'économie locale : la société REFRIGEPECHE Est, société de pêche crevettière ayant, depuis quelques années, entamé la diversification de ses activités (poissons de fond) et poursuivant ce processus (pélagiques) ; et, dans une moindre mesure, l'association Tazara, qui bénéficie de l'appui du projet OFCF. Ces opérateurs,



dans leur diversité, évoquent unanimement le poids des contraintes administratives dans le développement de leurs activités, et, notamment, le caractère parfois arbitraire, souvent tatillon, toujours très coûteux, des interventions de l'APMF locale.

5.2.3 Mahajanga

A Mahajanga, dans un contexte marqué par la crise du secteur crevettier, des petits opérateurs malgaches contribuent à l'approvisionnement du marché local et national en poissons.

5.2.4 Toliara

La mission n'a pu se rendre à Toliara, où œuvre la société malgache COPEFRITO. Le sud ouest est une zone de pêche des palangriers, qui ne s'arrêtent pourtant pas dans la capitale de la Région Atsimo Andrefana.

6. Analyse comparative des protocoles d'accord appliqués à Madagascar avec ceux de pays d'Afrique et/ou de la Région du sud ouest de l'Océan Indien

6.1 Cadrage

Pour tous les pays, les accords de pêche sont utilisés pour permettre l'exploitation des ressources qui sont peu ou pas mises en valeur par un autre mode d'organisation mieux intégré dans l'économie nationale. Chacun cherche à maximiser les retombées économiques possibles pour le pays (apports financiers directs, prestations de service, industries connexes, ...).

Les termes de références demandent de diagnostiquer l'utilisation des protocoles d'accord de pêche pour l'exploitation des ressources halieutiques malgaches par des bateaux battant pavillon étranger, en effectuant, entre autres, une analyse comparative de ces protocoles d'accord de pêche avec ceux utilisés par des pays d'Afrique et/ou de l'Océan Indien possédant les mêmes ressources. Le but est d'identifier les améliorations à apporter aux protocoles utilisés par Madagascar.

Les comparaisons intéressantes sont celles se rapportant au réseau d'accords passés par l'Union européenne avec les pays de la sous région du sud ouest de l'Océan Indien afin de permettre à ses pays membres de continuer à faire travailler leur flotte de pêche et de contribuer à satisfaire les besoins croissants de leur population en poissons, alors que les stocks des ressources halieutiques de leurs eaux respectives, presque toutes surexploités, diminuent de plus en plus. Les différences relevées au niveau des accords qui sont, par ailleurs, bien détaillés et plus ou moins harmonisés, fournissent des indications intéressantes devant permettre des réflexions sur l'amélioration des accords de pêche malgaches dans leur gestion, mais aussi et surtout, dans leurs contributions au développement économique du pays. Ces accords avec l'Union européenne sont importants vu le nombre de pays et de bateaux qui sont concernés (voir Tableau 17).

Les accords passés avec les Comores et les Seychelles ont été choisis, pour la comparaison, car ils sont proches et mieux connus de Madagascar, les ressources thonières concernées migrent d'un pays à l'autre et les contreparties financières communautaires sont nettement différentes pour chacun des trois pays (voir Tableau 17).

Tableau 17 : Les accords « Pays africains – Union européenne »

Pays	Dates de validité du protocole en vigueur	Ressources visées	Contrepartie financière communautaire par an	% pour actions visant la conservation et le développement durable
Madagascar	6 ans (1.1.2007-31.12.2012)	Accord de pêche bilatéral: thon	1 197 000 €	80 %
Angola	<i>Pas de protocole en vigueur</i>			
Cap-Vert	5 ans (30.3.2007-29.3.2012)	Accord de pêche bilatéral: thon	385 000 €	80 %
Comores	6 ans (1.1.2005-31.12.2010)	Accord de pêche bilatéral: thon	390 000 €	60 %
Côte d'Ivoire	6 ans (1.7.2007-30.6.2013)	Accord de pêche bilatéral: thon	595 000 €	100 %
Gabon	6 ans (3.12.2005-2.12.2011)	Accord de pêche bilatéral: thon	860 000 €	60 %
Gambie	<i>Pas de protocole en vigueur</i>			
République de Guinée	5 ans (1.1.2004-31.12.2008)	Accord de pêche mixte	3 400 000 €	1 400 000 € pour des actions spécifiques
Guinée-Bissau	4 ans (16.6.2007-15.6.2011)	Accord de pêche bilatéral mixte	7 000 000 €	35 %
Guinée équatoriale	<i>Pas de protocole en vigueur</i>			
Maroc	4 ans (28.2.2007-27.2.2011)	Accord de pêche bilatéral mixte	36,1 millions €	13,5 millions €
Maurice	<i>Pas de protocole en vigueur depuis le 3.12.2007</i>			
Mauritanie	2 ans renouvelables (1.8.2008-31.7.2012)	Accord de pêche bilatéral mixte	86 millions € / an En baisse les années suivantes	11 millions € / an En hausse les années suivantes
Mozambique	5 ans (1.1.2007-31.12.2011)	Accord de pêche bilatéral: thon	990 000 €	100 %
São Tomé e Príncipe	4 ans (1.6.2006-31.5.2010)	Accord de pêche bilatéral: thon	663 000 €	50 %
Sénégal	<i>Aucun protocole en vigueur depuis le 1.07.2006</i>			
Seychelles	6 ans (18.1.2005-17.1.2011)	Accord de pêche bilatéral: thon	5 355 000 € (à partir du 17.01.2008)	56 % (à partir du 17.01.2008)

6.2 Comparaison des accords passés par Madagascar, les Comores et les Seychelles avec l'Union européenne

Le Tableau 18 résume les points intéressants à comparer sur ces accords. Il est à remarquer que le renouvellement de celui passé avec Madagascar est le plus récent (2 ans après les deux autres) et que la durée des accords est, pour tous les trois, de 6 ans (pour d'autres pays – voir Tableau 17 – elle peut être de 2, 4 ou 5 ans).

6.2.1 Ressources visées

En dehors des thonidés, seul Madagascar a permis à des bateaux européens (5 ligneurs/palangriers) d'effectuer une pêche expérimentale aux poissons démersaux. L'accord avec le Comores n'en parle pas et celui avec les Seychelles reste sur le principe d'un encouragement de la pêche expérimentale à examiner ultérieurement et d'un éventuel passage à la phase d'exploitation commerciale au cas où les prospections auront été positives.



Pour l'accord malgache, il s'agit concrètement de bateaux réunionnais (français), donc basés à proximité des zones à exploiter. L'exploitation commerciale, si elle venait à être concrétiser, entrerait en concurrence avec les activités de pêche artisanale et semi-industrielle développées sur la côte est (notamment à Toamasina par REFRIGEPECHE et l'association TAZARA ainsi qu'à Sainte Marie par la SPSM). Par ailleurs, la diversification des activités des chalutiers crevettiers initiée par REFRIGEPECHE exploite les mêmes ressources thonières que celles visées par l'accord avec l'Union européenne, entre autres.



Tableau 18 : Comparaison des accords de pêche UE-Madagascar, Comores, Seychelles

Pour la pêche thonière, les Seychelles ont développé une pêche industrielle avec des bateaux enregistrés localement, mais qui vont pêcher jusque dans les eaux malgaches, ainsi qu'une pêche semi-industrielle vendant aux sociétés locales d'exportation. Ces activités sont donc en concurrence avec celles des thoniers européens⁸ travaillant dans le cadre des accords de pêche.

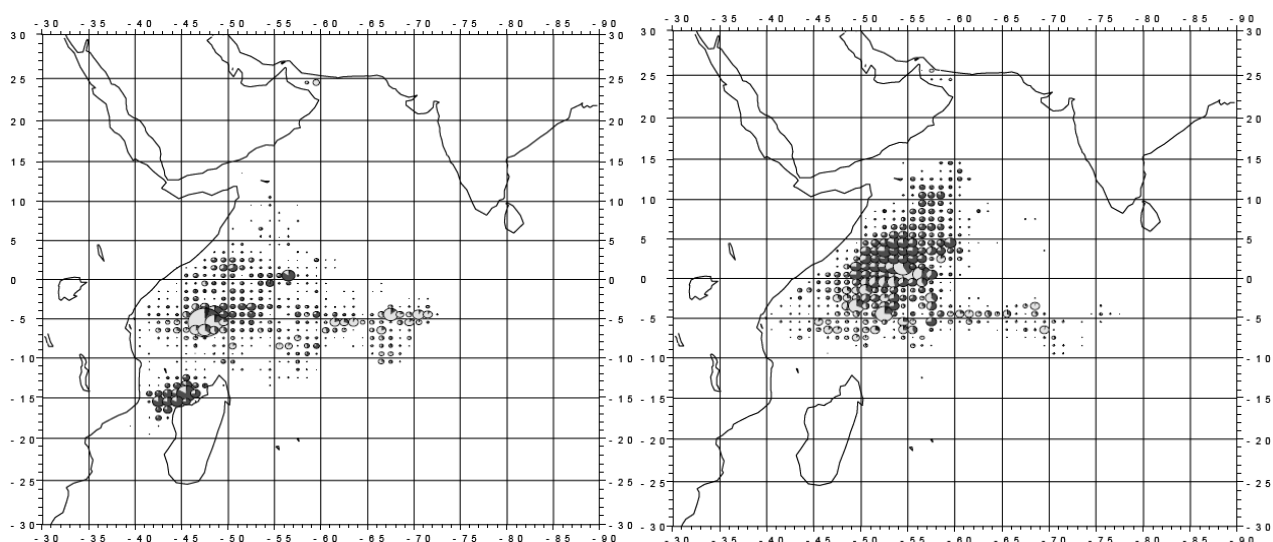
Dans ce contexte, chaque pays a défini la zone de pêche autorisée aux bateaux européens. Les dispositions seychelloises sont celles permettant de protéger au mieux les activités de la petite pêche côtière locale, car excluant, complètement et sûrement, le plateau continental des zones permises aux thoniers européens (au-delà de 3 km des isobathes de -200m). Tel n'est pas le cas pour Madagascar.

6.2.2 Volume d'activités autorisées

L'estimation du volume d'activités envisagées peut être mesurée par le nombre de bateaux autorisés en pêche commerciale dans le cadre de l'accord (119 pour Madagascar contre 57 et 52 pour les Comores et les Seychelles), le tonnage de référence servant au calcul de la compensation financière minimale (13 300 tonnes pour Madagascar contre 6 000 et 55 000 tonnes pour les Comores et les Seychelles) ainsi que, de facto, le montant de cette compensation financière minimale (1 197 000 € pour Madagascar contre 390 000 € et 4 125 000 € pour les Comores et les Seychelles). Ainsi, si on se réfère :

- au nombre de bateaux autorisés en pêche commerciale, les activités devraient être 2,1 et 2,3 fois plus intenses à Madagascar qu'aux Comores et aux Seychelles, respectivement ;
- au tonnage de référence, les activités seraient 2,2 fois plus qu'aux Comores et 4,1 fois moins qu'aux Seychelles ;
- à la compensation financière minimale, les activités seraient 3 fois plus qu'aux Comores et 4,1 fois moins qu'aux Seychelles ;
- au tonnage servant de base de calcul du montant forfaitaire à payer par les armateurs pour l'obtention d'une licence, les senneurs pêcheraient près de 5,3 fois plus aux Seychelles qu'à Madagascar où l'on espère capturer un tout peu plus (1,4%) de thons qu'aux Comores.

Figure 1 : Zones de pêche exploitées par les thoniers senneurs au 1^{er} et au 2nd semestres 2005



Source: Seychelles Fishing Authority, Tuna bulletin, First semester 2006

Si l'on se réfère aux activités effectives, on constate, d'après la Figure 1, que les zones de pêche malgache et comoriennes ne sont fréquentées qu'au cours du premier semestre (essentiellement en

⁸ D'autres accords sont conclus avec d'autres pays que ceux de l'UE : Japon, Taïwan, ...

mars avril et mai), que pendant le second semestre, les bateaux se retirent du canal de Mozambique pour se déplacer vers le bassin somalien et qu'ils exploitent les eaux seychelloises tout au long de l'année.

Les captures réalisées dans les eaux malgaches, selon les officielles transmises par la Commission Européenne, sont inférieures au tonnage de référence.

Tableau 19 : Captures réalisées par les thoniers européens dans les eaux malgaches

Thoniers	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Senneurs	7 781	8 151	7 683	3 917	266	18	± 12 000
Palangriers	160	73	340	128	73	484	± 362
TOTAL	7 941	8 224	8 023	4 045	339	502	± 12 400

D'après les données fournies par la commission européenne

Si le montant total des redevances sur les licences est le même pour les trois pays (100 €/tonne), la somme à payer les armateurs est moindre, donc plus motivante, pour exploiter les eaux seychelloises : 25 €/tonne contre 35 €/tonne pour les Comores et Madagascar, les différences étant supportées par l'Union européenne.

Pour l'emploi à bord des navires de pêche européen, l'accord avec Madagascar exige qu'au moins 20% des marins embarqués pendant la campagne de pêche thonière dans ses eaux soient d'origine ACP, contre au moins un (1) marin comorien et deux (2) seychellois par bateau. Les Comores et les Seychelles ont prévu, en plus, la perception d'une indemnité de 20\$/j/personne en cas de non embarquement de marins locaux. Madagascar l'a aussi prévu dans le cadre d'autres accords mais pas avec celui de l'UE (15 euros/j/marin).

6.2.3 Promotion des activités connexes et développement des pêches au niveau de chaque pays

Les Seychelles ont su profiter de leur position très favorable par rapport aux zones exploitées par les thoniers. Ainsi, vers le milieu des années 1980, on a vu l'émergence du port de Victoria comme le principal port de transbordement de thon dans la région et le développement d'une conserverie de thons pour l'Océan Indien.

Tableau 20 : Quantité de thons transbordés/débarqués par les senneurs dans les ports de l'Océan Indien de l'ouest, en 2005

Année	Victoria (Seychelles)		Antsiranana (Madagascar)		Mombasa (Kenya)		Autres sites	
	Nb	Qtés	Nb	Qtés	Nb	Qtés	Nb	Qtés
1998	261	151 592 (65%)	70	43 454 (19%)	14	11 186 (5%)	43	26 337 (11%)
1999	341	257 447 (83%)	65	40 010 (13%)	8	8 139 (3%)	6	4 353 (1%)
2000	348	269 673 (82%)	67	38 239 (12%)	14	14 781 (4%)	13	6 060 (2%)
2001	357	248 454 (87%)	49	27 509 (10%)	9	8 953 (3%)		
2002	514	332 860 (90%)	63	21 772 (6%)	30	13 685 (4%)		
2003	477	359 136 (89%)	70	25 784 (6%)	40	19 237 (5%)		
2004	465	300 937 (85%)	16	4 312 (1%)	100	51 404 (14%)		
2005	500	339 686 (87%)	60	20 909 (5%) (1*)	50	23 184 (6%)	10 (*2)	3 660 (1%) (3*)

Sources:

Seychelles Fishing Authority, Tuna bulletin, first semester 2006

(1*) 25 516 tonnes selon l'Unité Statistique Thonière (USTA, rapport d'activités 2005)

(2*) Port Louis, Maurice

(3*) 47 705 tonnes débarquées, en 2006, pour la conserverie Princes Tuna Mauritius (IDEE, novembre 2007)

Ainsi, en 2005, 87% des captures totales réalisées dans l'Océan Indien de l'Ouest (339 686 tonnes sur les 389 256 tonnes) sont passés par le port de Victoria. Les transbordements qui y sont effectués sont, généralement, destinés pour l'Europe, Maurice, Porto Rico et Thaïlande. Les thons débarqués (90 000 tonnes/an) approvisionnent la conserverie de l'Indian Ocean Tuna Factory. En l'espace de 8 ans, les transbordements réalisés au port de Victoria a plus que doublé (151 592 tonnes en 1998, 339 686 tonnes en 2005) tandis que ceux de Madagascar ont diminué plus que de moitié (43 454 à 20 909 tonnes).

Malgré le système d'encouragement par le biais d'une réduction de 5 € sur les redevances à payer par les armateurs pour chaque tonne transbordé dans un port malgache et de 5 autres euros pour chaque tonne vendu à la conserverie de Pêche et Froid de l'Océan Indien (PFOI), la quantité de thons transbordés et débarqués à Antsiranana par les bateaux senneurs n'était que de 20 909 tonnes, en 2005, soit 6% du volume réalisé au port de Victoria (7,5% avec les 25 516 tonnes constatées par l'USTA). En 2005, la PFOI s'est vue livrée par les senneurs et les bateaux cargos 24 110 tonnes de thons pour une capacité de transformation de 45 000 tonnes de matière première. Les quantités transbordées et débarquées à Antsiranana diminuent d'année en année. Cette situation, conjuguée avec l'insuffisance de ses capacités de stockage de thons, a obligé la PFOI à affréter un bateau cargo basé au Seychelles pour acheter et stocker le complément de thons qui lui sont nécessaires pour exploiter à pleine capacité son usine (70% de ses besoins, en 2008, selon sa direction).

Les accords avec l'UE incitent l'engagement des parties contractantes dans l'instauration d'une pêche responsable mais aussi dans le développement d'une exploitation durable des ressources halieutiques des pays dont les eaux sont exploitées par les bateaux européens. Ainsi, les montants affectés spécifiquement au secteur de la pêche sur les contreparties financières versées par l'UE représentent 27% du total pour Madagascar, contre 60% et 36% pour, respectivement, les Comores et les Seychelles. Toutefois, le gouvernement malgache, à travers l'Agence Malgache de la Pêche et de l'Aquaculture (AMPA), affecte 80% du montant total de la contrepartie financière versée par l'UE (1197 000 € dont 864 500 € se rapportant au tonnage de 13 300 tonnes et 332 500 € dédiés spécifiquement au secteur de la pêche) et des redevances versés par les armateurs à la mise en œuvre de sa politique des pêches.

6.2.4 Suivi des activités de pêche des thoniers communautaires

Le système de suivi, de contrôle et de surveillance est mieux organisé à Madagascar et aux Seychelles. Pour ce dernier, les fiches de pêche (captures, effort) des thoniers senneurs et palangriers sont bien séparés, plus facile à remplir et à exploiter. Par ailleurs, en plus des fiches de suivi à l'entrée et à la sortie des eaux seychelloises, il est prévu d'autres fiches à communiquer tous les 3 jours (non prévues pour Madagascar) ainsi que des rapports de position à fournir chaque heure (toutes les 3 heures pour Madagascar).

Les données recueillies par les Seychelles sont traitées, analysées et font l'objet d'une publication semestrielle de la SFA (Tuna bulletin), largement diffusée.

7. Amélioration des profits tirés des ressources visées par les protocoles d'accord

7.1 Cadrage

Selon l'article 13 de l'ordonnance 93-022 :

1. Dans les eaux sous juridiction nationale, la pêche est prioritairement réservée aux navires battant pavillon malgache. ...
2. La pêche artisanale ou industrielle peut être autorisée aux navires d'autres Etats ayant conclu des accords avec l'Etat malgache ou ayant bénéficié d'une licence délivrée par l'Etat malgache.

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Convention de Montego Bay) précise dans son article 62 relatif à l'exploitation des ressources biologiques que :

1. L'État côtier se fixe pour objectif de favoriser une exploitation optimale des ressources biologiques de la zone économique exclusive, ...
2. L'État côtier détermine sa capacité d'exploitation des ressources biologiques de la zone économique exclusive. Si cette capacité d'exploitation est inférieure à l'ensemble du volume admissible des captures, il autorise d'autres États, par voie d'accords ou d'autres arrangements,...
3. Lorsqu'il accorde à d'autres États l'accès à sa zone économique exclusive en vertu du présent article, l'État côtier tient compte de tous les facteurs pertinents, entre autres : l'importance que les ressources biologiques de la zone présentent pour son économie et ses autres intérêts nationaux.

Ces deux textes ne parlent pas des eaux sous souveraineté nationale (mer territoriale) pour l'exploitation desquelles l'Etat reste souverain quant aux décisions à prendre.

Quant aux ressources halieutiques de la ZEE, même si l'Etat doit autoriser d'autres Etats à les pêcher lorsqu'il ne peut pas les exploiter pleinement avec ses propres moyens, il n'en demeure pas moins que la convention l'invite à accorder cette autorisation tout en cherchant à en optimiser les retombées positives pour le pays.

Les thons, principale ressource visée par les protocoles avec des pays tiers, sont des espèces hautement migratoire qui passent, facilement, d'une ZEE à une autre. Dans le contexte actuel, le nombre de licences de pêche octroyées aux bateaux étrangers correspond aux besoins des pays qui en font la demande et non aux possibilités offertes par le potentiel des stocks de thons ou à un quelconque souhait de l'administration malgache.

La fréquentation de la zone de pêche malgache par les thoniers dépend de la migration des thons. Pour le nord ouest, ils descendent plus dans le Canal du Mozambique de mars à mai-juin, soit 3 à 4 mois dans l'année, normalement⁹. Des concentrations de thons intéressant les palangriers sont rencontrées, sur de périodes plus longues, à l'est, au sud et sud ouest du pays.

La recherche des meilleurs profits tirés de l'exploitation des ressources halieutiques visées par les protocoles d'accord doit être axée sur quatre volets :

- ✓ Amélioration des protocoles d'accord,
- ✓ Exploitation maximale des apports fixés par les dispositions des protocoles d'accord,
- ✓ Meilleure exploitation des possibilités offertes par la présence et les activités des bateaux travaillant dans le cadre des protocoles d'accord,

⁹ En 2003-2004, les fortes concentrations se trouvaient plus en Tanzanie et Somalie

- ✓ Développement d'activités de pêche à partir des ports malgaches.

7.2 Amélioration des protocoles d'accord

On aurait dû distinguer les types de protocole non pas sur la base des pavillons des bateaux mais plutôt selon la distinction établie par l'article 4 de l'ordonnance 93-022 qui stipule que : « les navires de pêche et d'appui sont classés en navires de pêche nationaux, navires de pêche étrangers, navires de pêche étrangers basés à Madagascar et navires de pêche étrangers affrétés par des personnes physiques ou morales malgaches. Le régime de chaque classe de navire est fixé par décret ». Et c'est le décret 94-112 qui l'a défini selon quatre catégories :

- ✓ Art.8, alinéa 1 : sont des navires de catégorie I, intitulés navires de pêche ou d'appui malgaches les navires qui sont propriétés de l'Etat ou appartenant à des ressortissants malgaches ou à des malgaches et qui débarquent la totalité de leurs captures à Madagascar.
- ✓ Art.8, alinéa 2 : sont des navires de catégorie II, intitulés navires de pêche ou d'appui affrétés par des malgaches, les navires ainsi définis par le code maritime (...) et qui débarquent la totalité de leur capture à Madagascar.
- ✓ Art.8, alinéa 3 : sont des navires de catégorie III, intitulés navires de pêche ou d'appui étrangers basés à Madagascar, les navires de pêche étrangers dont les activités sont effectuées à partir de Madagascar et qui débarquent la totalité de leurs captures à Madagascar.
- ✓ Art.9 : sont des navires de catégorie IV, intitulés navires de pêche étrangers, tous les navires qui n'entrent pas dans l'une ou l'autre des catégories de navires de pêche fixées à l'article précédent.

Il est recommandé d'utiliser les protocoles d'accord uniquement pour les navires de catégorie IV.

7.2.1 Bateaux étrangers

7.2.1.1 Modèles de protocoles d'accord

Il faudrait revoir les modèles de protocole pour des problèmes de fond, de précision et de forme. On gagnerait à les uniformiser au maximum, en se basant sur le modèle de l'accord avec l'UE et en retenant les dispositions et outils intéressants relevés dans les protocoles utilisés par d'autres pays.

Il faudrait prévoir un modèle de protocole pour les bateaux d'appui ainsi que de nouvelles fiches de collecte de données sur leurs activités. Celui passé avec la société ANABAC devrait être remplacé dès l'adoption de ce modèle.

Enfin, il faudrait mieux préciser et simplifier les grilles de redevances en enlevant le cas des navires ciblant les poissons démersaux et en ne se basant, par exemple, que sur les types d'engin utilisés.

7.2.1.2 Ressources ciblées

On ne devrait plus autoriser de nouveaux opérateurs utilisant des navires de la catégorie IV à exploiter les poissons démersaux. En effet ces ressources font déjà l'objet d'une exploitation commerciale par des sociétés et opérateurs malgaches. En outre, les projets de prospection et de formation réalisés par l'organisme japonais « Overseas Fisheries Cooperation Foundation » (OFCF), sur la côte nord ouest et la côte est, présagent une possibilité réelle de développement de la pêche de ces poissons par des embarcations et bateaux malgaches.

Il faudrait résilier l'accord passé avec MADAJONO (1 bateau), en se référant au cas des infractions commises par WULAN et aux dispositions sur la dénonciation ou renonciation (art. 19) du protocole.

Sauf erreur, PESQUERIA VILA n'a pas demandé de licence jusqu'à présent ; il faudrait donc le notifier que le protocole est devenu caduc et non avenu, conformément à la disposition relative à la



durée et au renouvellement de l'accord. Il faudrait en faire de même pour BARROSSO (1 bateau). Le délai de celui avec DEPERE est déjà expiré.

Concernant l'accord avec l'Union Européenne, il faudrait accepter la réalisation complète des pêches expérimentales prévues de poissons démersaux mais ne plus les renouveler et, en tout cas, il faudrait refuser une demande éventuelle de passage à une exploitation commerciale de ces poissons. Cette position devrait être signifiée à l'UE lors de la prochaine réunion de la commission mixte.

Pour les crevettes en eaux profondes, on devrait suivre de près l'exploitation actuelle réalisée par COPEFRITO, à l'aide d'un bateau étranger. Si les résultats sont concluants et si la ressource permet de rentabiliser un navire travaillant à plein temps (éventuellement en combinant avec le chalutage de poissons démersaux dans la même zone), il ne faudrait plus renouveler le protocole d'accord et demander à la société de passer à une exploitation par des navires de catégories II ou III.

Mis à part les poissons démersaux, les crustacés d'eaux profondes et les thonidés, les petits poissons pélagiques et les langoustes vertes sont les seules ressources hors de la mer territoriale, non exploitées par des bateaux malgaches et pouvant être proposés à des bateaux étrangers à travers des protocoles d'accord (voir Tableau 2121, page suivante). Toutefois, l'intérêt économique d'une exploitation à l'échelle industrielle des petits pélagiques n'est pas évident. Ils pourraient être utilisés par les canneurs, les ligneurs et les palangriers qui, toutefois, choisissent, pour être efficaces, des appâts bien spécifiques. Quant aux langoustes vertes, les prospections et études effectuées, n'ont pas permis d'identifier des concentrations intéressantes pouvant rentabiliser un bateau de pêche.

7.2.1.3 Zones de pêche

Pour préserver les ressources exploitées par les bateaux et embarcations des catégories I, II et III, ainsi que pour permettre le développement des activités de ceux-ci, on devrait exclure la mer territoriale et le plateau continental des zones de pêche des bateaux étrangers travaillant dans le cadre de protocoles dans les eaux malgaches. Il faudrait fixer les limites de ces zones à une certaine distance au-delà des isobathes de -200m (3km, comme pour les Seychelles par exemple) pour garantir l'effectivité de la non exploitation du plateau continental et du tombant, souvent riche en ressources halieutiques.

Pour être précis, on devrait annexer à chaque protocole d'accord la carte de la zone de pêche avec les limites externes de la ZEE, le tracé des 3 km au-delà des isobathes de -200m et celui de la mer territoriale de 12 milles nautiques, accompagnée des coordonnées géographiques des 22 points de référence.



Tableau 21 : Potentialités des eaux malgaches en ressources marines et estuariennes

Ressources	Potentiels (tonnes)	Niveau exploitables	Observations
Ressources marines et estuariennes	326.100		
- Crevettes Pénéides du plateau continental (pêche industrielle)	8.000	Optimal	Capture en 1987 supérieures à 9.000 tonnes
- Crevettes Pénéides du plateau continental (pêche traditionnelle)	3.400	maximal	Estimation des captures en 1999
- Crevettes profondes	1.000	sous-exploitées	Potentiel mal connu
- Crabes de palétuvier (<i>Scylla serrata</i>)	7.500	sous-exploités	Estimation basée sur une productivité de 25kg/ha/an pour 300.000 ha de mangroves
- Langoustes rouges du plateau continental	340	mal exploitées	Capture réalisée en 1988
- Langoustes vertes du plateau continental	1.000	sous-exploitées	Potentiel mal connu
- Petits poissons pélagiques	160.000	non-exploités	Evaluation acoustique, grande partie constituée d'espèces non commerciales et/ou en poissons de très petite taille
- Poissons démersaux (*)	45.000	sous-exploités	Evaluation acoustique et pêches d'essais, poissons de fond meubles seulement, moins de 50% du potentiel sont de valeur commerciale
- Thons	51.600	sous-exploités	Evaluation à la base des captures réalisées auparavant et à l'existence du stock localisé dans le triangle Madagascar-Comores-Seychelles
- Algues rouges	3.600	sous-exploitées	Ramassage en 1973
- Trépangs	670	surexploités	Ramassage en 1990
- Poissons des eaux estuariennes	40.000	sous-exploités	Estimation sur la base de la surface des eaux des lagunes et des mangroves localisés sur la façade maritime
- Céphalopodes	?	sous-exploités	Indices d'abondance constatés (pêche traditionnelle) aux environs de Ste Marie et au Sud-ouest

Source : Plan Directeur de la pêche et de l'aquaculture 2004-2007

(*) : Les prospections réalisées par l'OFCF sur la côte nord ouest et est ont identifié des stocks intéressants de poissons de fonds rocheux

7.2.2 Bateaux malgaches

Il ne faudrait pas rectifier par des avenants les imperfections relevées dans chacun des protocoles d'accord, mais attendre l'échéance de ceux-ci ou la sortie des textes d'application. Les modifications importantes devraient être inscrites sur les licences qui, elles, sont à renouveler tous les ans.

Il faudrait élaborer et publier rapidement les arrêtés d'application du décret 944-112 concernant la délivrance des licences aux bateaux et embarcations de pêche et d'appui des catégories I, II et III et ne plus utiliser des protocoles. Il faudrait signaler le cas des embarcations de la SOGEDIPROMA à qui des licences ont été attribuées sans passer par un protocole d'accord.

Il faudrait généraliser l'application de l'obligation de la possession d'une licence, contre paiement de redevance, pour effectuer toute activité de pêche artisanale commerciale sur l'ensemble des côtes malgaches, même pour les embarcations utilisées dans le cadre de projets.

Il faudrait aussi définir rapidement les dispositions d'octroi de licences aux bateaux pouvant effectuer des activités de pêche différentes au cours de l'année, les premiers résultats obtenus dans le cadre des prospections effectuées par le groupe REFRIGEPECHE laissant déjà entrevoir une possibilité de passer, dès l'année 2008, à une phase commerciale.

Il faudrait mieux différencier les redevances de pêche industrielle de celles de la pêche artisanale, quelle que soit la ressource halieutique visée. En tous les cas les redevances pour les bateaux malgaches doivent être nettement inférieures à celles appliquées aux bateaux étrangers.

Il faudrait limiter les zones d'activité de la pêche artisanale à la mer territoriale, au maximum, si les embarcations ne travaillent pas en flottille avec un bateau-mère ou un bateau d'appui.

7.3 Meilleure exploitation des apports fixés par les dispositions des protocoles d'accord

L'apport financier le plus conséquent est constitué par les redevances. Il faudrait que, pour une même ressource ou groupe de ressources et pour de bateaux de même taille et utilisant des engins de pêche identiques, les redevances soient alignées sur le montant maximum, qu'elles soient uniques ou constituées de plusieurs composantes, forfaitaires ou liées aux captures, payées en une seule fois ou en plusieurs échéanciers.

Il faut s'assurer que les paiements des droits d'entrée dans la ZEE malgache, les compensations pour non embarquement de marins soient réellement effectués.

De même, il faut aussi que les fonds prévus pour des programmes spécifiques soient versés au niveau des comptes spécifiés et effectivement utilisés pour les objectifs fixés :

- Formation des marins, pour les compensations pour non embarquement (autre que JAPAN TUNA) versées dans un compte du CSP (15 €/j/personne),
- Projets retenus par l'AMPA, pour 20% des redevances,
- Développement de la pêche artisanale, pour non embarquement de marins par JAPAN TUNA (1 000 US\$/bateau),
- Mise en œuvre de la politique sectorielle de pêche (332 500 €/an à verser par l'UE).



A défaut d'autres modes d'exploitation mieux intégrés à l'économie nationale, on fait appel aux bateaux de pêche étrangers à travers les protocoles d'accord. Leurs activités fournissent un grand nombre d'informations précieuses (zones de pêche, captures, efforts, captures accessoires, saisonnalité, stratégie de pêche, types de bateaux, ...) qu'il faut collecter et traiter. Ces informations permettraient de mieux négocier les accords et d'analyser, pour le futur, la faisabilité d'une exploitation à partir de Madagascar.

7.4 Meilleure exploitation des opportunités offertes par le passage et les activités des bateaux de pêche travaillant dans le cadre des protocoles d'accord

Les retombées économiques des protocoles d'accord devraient être plus intéressantes pour Madagascar, s'il arrive à exploiter les opportunités offertes par le passage et les activités des thoniers et des cargos travaillant dans la sous région.

Il faudrait arriver à les faire venir dans les ports malgaches, plus fréquemment et en nombre plus important pour débarquer et/ou transborder leurs captures, effectuer des réparations, s'avitailier, s'approvisionner en sel pour la conservation du thon, effectuer une rotation d'équipage.

Il faudrait remplacer les incitations financières et la réduction des redevances par un débarquement obligatoire d'une certaine quantité de thons, comme a réussi à faire le Sénégal. Cela permettrait d'aider la conserverie dans son approvisionnement en matières premières tout en maintenant les redevances, pour l'Etat, au niveau de son montant normal. Cette obligation serait facilitée et exécutée sans contrainte si les thoniers viennent, attirés par d'autres services (réparation, avitaillement, relâchement, ...).

L'atout le plus important pour Madagascar est le chantier naval de la SECREN, avec son bassin de radoub suffisamment grand pour recevoir les senneurs, dont les principaux concurrents sont les installations de Maurice et de Durban, beaucoup plus loin des zones d'activités des thoniers. Les équipements et matériels de la SECREN devraient être rénovés, sa gestion dynamisée.

Le port d'Antsiranana bénéficie d'un certain nombre d'atouts, parmi lesquels la relative faiblesse du coût de la main d'œuvre et des charges portuaires, et la disponibilité de la plupart des services. Il pourra devenir plus attractif quand les travaux sous financement de l'AFD seront terminés, mais aussi si l'on arrive à trouver des solutions juridiques pour la détaxe du fuel pêche. En effet, actuellement, le fuel ne peut être vendu en détaxe aux navires de pêche à Madagascar (nationaux ou étrangers). Il en résulte un coût de 18 à 20% supérieur au prix offshore, offert ailleurs.

Il existe aussi un potentiel de développement autour du port de Tuléar pour en faire un lieu d'escale des palangriers étrangers. Une étude devrait être menée afin de comprendre les stratégies des palangriers, de connaître leurs besoins en termes de services, et enfin d'identifier les forces et faiblesses de ports concurrents (Maurice, par exemple).

7.5 Développement d'activités de pêche à partir des ports malgaches

La flotte de palangriers française basée à la Réunion comptait, en 2004, 30 navires, dont 24 de moins de 16 m, sans équipement de congélation à bord pour la plupart, visant principalement les espadons qui représentent en moyenne plus de la moitié des prises. Ces navires pratiquent des marées courtes à proximité de la Réunion ou dans les ZEE de Maurice et de Madagascar. Une telle activité est à la portée des malgaches. Les initiatives prises dans ce sens par REFRIGEPECHE devraient être encouragées. Le port de Toamasina pourrait devenir un pôle de développement de la



pêche palangrière, de l'exportation de thonidés et espèces assimilées vers la Réunion, l'Europe et le Japon (thons pour le sashimi). Une meilleure organisation pour faciliter les formalités pour les sorties et retours de pêche est nécessaire pour ne pas gêner les activités des bateaux et embarcations de pêche.

L'exploitation des gros pélagiques (thonidés et espèces assimilées) combinée à la pêche de poissons démersaux par des embarcations de 14/16m, battant pavillon malgache, à partir de la côte Est et nord ouest devrait être intéressante. Les expériences réunionnaises sur les gros pélagiques et celles des projets menés par OFCF démontrent plusieurs points encourageants. On devrait réaliser un projet de promotion de cette activité, avec des volets fabrication d'embarcation en fibre de verre ou en planche lamellée collée, achat de moteurs marins ou à mariniser à détaxer, formation de charpentiers de marine et de pêcheurs, organisation de la commercialisation.

8. Amélioration de la gestion des protocoles de pêche

Pour pouvoir tirer le maximum de profits des protocoles d'accord de pêche, il faut se doter des moyens nécessaires pour assurer le suivi et le contrôle de leurs applications ainsi que l'évaluation de leurs impacts. Des outils doivent être élaborés et une organisation appropriée adoptée.

La gestion des protocoles d'accord pour les bateaux et embarcation de pêche malgaches est aussi à améliorer, en attendant la publication et l'application des textes réglementaires sur la délivrance des licences de pêche.

8.1 Archivage des protocoles d'accord et des informations de base

L'archivage des protocoles d'accord est important et très utile pour faciliter les recherches et le suivi. Les dossiers devraient être constitués :

- du protocole initial avec ses annexes (carte avec les points de référence de la zone de pêche, grille des redevances, formulaire de demande de licences, modèles de fiche de collecte de données sur les captures/effort, les modèles de fiche pour les rapports de positionnement - entrée, sortie, rapports périodiques- les instructions concernant la transmission de données pour le VMS, l'embarquement des observateurs),
- des avenants éventuels et leurs annexes, le cas échéant,
- des textes de renouvellement du protocole avec leurs annexes, le cas échéant.

Les documents classés doivent être facilement accessibles et disponibles en version électronique et sur support papier. Pour éviter l'existence de versions différentes, le Service de la Promotion de la Pêche devrait être nommément désigné pour établir et gérer une base de données unique, garder les originaux, se charger de la mise à jour des dossiers et de leur diffusion au niveau des différents directions et services concernés.

Les protocoles arrivant à échéance et non renouvelés doivent être archivés à part.

Il faudrait aussi instaurer un registre des protocoles et un registre des licences, toujours gérés par le Service Promotion de la Pêche.

Les utilisateurs courants des données sur les protocoles qui doivent être en possession du jeu de dossiers sur les protocoles en vigueur, au niveau de l'administration, sont :

- à l'échelon central :
 - ✓ le Directeur Général de la Pêche et des Ressources Halieutiques,
 - ✓ le Directeur de la Pêche,



- ✓ le Chef du Service Promotion de la pêche et ses collaborateurs,
- ✓ le Chef du Service Inventaire de la Ressource,
- ✓ le Centre de Surveillance de la Pêche, avec ses services administratif et financier, technique, opération et communication, suivi des ressources ;
- sur le terrain :
 - ✓ le Directeur Régional du Développement Rural,
 - ✓ le Chef du Service Régional de la Pêche et des Ressources Halieutiques.

8.2 Gestion administrative et coordination générale de l'application des protocoles d'accord

Des tableaux de bord doivent être mis en place pour s'assurer de la validité des protocoles d'accord et instruire les dossiers de renouvellement, les initiatives ne devant pas laissées au seul soin des armateurs ou de leurs représentants, comme c'est systématiquement le cas.

De même, des tableaux de suivi très simples de l'application de chaque protocole devraient faciliter la gestion de l'octroi et de renouvellement des licences, par rapport au nombre de bateaux prévus, aux engins de pêche utilisés et aux redevances à payer.

Pour les embarcations et bateaux malgaches, il faudrait simplifier le renouvellement des licences, la procédure actuelle est antiéconomique. Il pourrait être effectué par les chefs de Service Interrégional de la Pêche et des Ressources Halieutiques (SRPRH) ou par le DGPRH, après présentation de la preuve de paiement des redevances pour l'année considérée.

La gestion des protocoles d'accord devrait aussi inclure la recherche d'informations sur les expériences des autres pays utilisant ce mode d'exploitation pour les ressources halieutiques, notamment ceux des pays de l'Océan Indien, sur la gestion régionale des ressources thonières (fourniture de données, adoption de résolutions communes, contrôle et surveillance) à travers la CTOI, sur l'évaluation, à mi-parcours et ex-post, de l'application des protocoles, permettant de définir les orientations à donner dans les négociations pour le renouvellement ou la conclusion de nouveaux accords.

Dans la pratique, cette gestion administrative et cette coordination générale devraient être effectuée, au quotidien, par Service Promotion de la Pêche sous la supervision du Directeur des Pêches, avec les orientations et directives du Directeur Général de la Pêche et des Ressources Halieutiques.

8.3 Suivi de l'application des dispositions financières des protocoles d'accord

Les clauses financières des protocoles se rapportent

- au paiement des avances sur les redevances (500\$/navire pour accords autre que UE, Trésor et AMPA),
- au paiement de la solde sur les redevances (Trésor et AMPA),
- au paiement des droits d'entrée dans la zone de pêche malgache (1 000\$/entrée/navire, compte CSP),
- au versement des compensations financières globales (Trésor et AMPA) ou pour non embarquement de marin (15€/j/marin, CSP-formation des marins),
- au suivi des différents comptes pour recevoir les paiements (AMPA, CSP, projets) et à l'utilisation effective des fonds, selon les objectifs définis.

Le service Promotion de la Pêche, le Centre de Surveillance des Pêches, l'AMPA sont les principaux concernés par le suivi de l'application des dispositions financières des protocoles d'accord. Ils doivent adopter des tableaux de suivi et des mécanismes d'échange d'informations



pour s'assurer de la régularisation des paiements et, engager, le cas échéant, les procédures de réclamation. Une organisation et des procédures claires doivent être adoptées pour la préparation des projets à financer sur les fonds spécifiquement réservés à la mise en œuvre de la politique des pêches (accord avec l'UE), au développement de la pêche artisanale (accord avec JAPAN Tuna) et à la formation des marins (différents accords privés).

8.4 Suivi des activités des bateaux

Les données à collecter et à exploiter concernent principalement les captures, l'effort de pêche, les zones de travail et de déplacement des bateaux ainsi que les transbordements et débarquements qu'ils effectuent. Mais il est aussi nécessaire de récolter et analyser les informations concernant leur séjour dans un port malgache (services portuaires offerts, avitaillement, réparation, rotation d'équipages, ...). Ces éléments sont indispensables pour bien orienter la politique du gouvernement sur la politique d'exploitation des ressources halieutiques par le biais des protocoles d'accord, pour la recherche d'une maximisation des retombées économiques des activités des bateaux étrangers travaillant dans les eaux malgaches et pour la gestion de l'exploitation des ressources halieutiques.

Pour le moment, la plupart de ces informations devraient se trouver au niveau de la Direction de la Pêche, du Service Inventaire de la Ressource, du CSP, de l'AMPF et de l'USTA. D'autres sont à chercher au niveau des opérateurs (consignataires, shipchangers, chantier naval, ...).

Une organisation, avec une répartition très claire des tâches, doit être adoptée pour la collecte, les échanges et le traitement de ces informations.

La gestion et l'utilisation (organisation de la collecte, archivage, traitement et analyse des données brutes, rédaction et diffusion des rapports périodiques) de données concernant les captures, les efforts et les zones de pêche devraient être assurée par le Service Inventaire de la Ressource de la DP, avec un appui important de l'USTA dans la collecte et le traitement des données sur la pêche thonière, ainsi que du CSP pour les zones de recherche et de pêche des bateaux.

La gestion et l'utilisation des données sur l'impact socio-économique du passage des bateaux dans un port malgache devraient être assurées par le Service Promotion de la Pêche de la DP avec la collaboration de l'USTA, de l'APMF et des SRPRH, qui doivent assurer les relations avec les opérateurs privés.

Pour les bateaux et embarcations malgaches, les dispositions pratiques ci-après sont recommandées pour améliorer et faciliter le suivi de leurs activités, que ce soit durant la période d'application des protocoles actuels ou après la publication des textes réglementaires sur l'octroi des licences :

- déclaration de sortie et de rentrée de pêche à effectuer au niveau du SRPRH ou du représentant du CSP, de la section pêche ou de la CIRDR ;
- remise des fiches/rapports de pêche au niveau du SRPRH ou du représentant du CSP, de la section pêche ou de la CIRDR ;
- possibilité pour les SRPRH, sections pêche, CIRDR de contrôler et de prendre des informations sur le journal de pêche à bord.

Pour l'embarquement des marins, des mécanismes d'échange d'informations et de déclenchement d'actions devraient être institués entre la DGPRH et l'APMF pour s'assurer de l'application effective des dispositions s'y rapportant (nombre d'embarqués effectifs par rapport à celui exigé, conditions minimales d'embauche dans les contrats, recouvrement des indemnités compensatrices éventuelles). Les agents des APMF interviewés au niveau des régions ne connaissent pas le contenu



des protocoles d'accord et la collecte des informations sur l'embarquement des marins n'est pas assurée systématiquement.

8.5 Contrôle et surveillance des activités des bateaux

Les problèmes se rapportant au contrôle et surveillance découlent plus des lacunes au niveau des dispositions des protocoles d'accord que de l'organisation ou de la conduite des activités du CSP (captures accessoires, zones de pêche, ...). Il convient d'insister sur le fait que le CSP, au niveau central et au niveau des structures opérationnelles de terrain, doivent être en possession des dossiers complets sur les protocoles en vigueur ainsi que de toutes les copies des licences de pêche pour les bateaux et embarcations opérationnelles. La transmission des informations nécessaires à la gestion, au contrôle et surveillance des activités des bateaux et embarcations entre le CSP et les différents services de la DGPRH doit être systématique et obligatoire.

L'USTA qui reste, depuis juillet 1996, une structure de projet et a toujours fonctionné comme telle devrait être intégrée dans le CSP, tout en continuant à assurer ses activités actuelles en sus des tâches se rapportant au contrôle et surveillance des pêches. A titre de rappel, ces activités sont regroupées en trois volets :

- ✓ Volet statistique : collecte et traitement des données sur les captures, efforts, zones de pêche auprès des bateaux senneurs et cargos passant au port d'Antsiranana.
- ✓ Volet biologique : collecte et analyse des paramètres biologiques sur les thonidés (reproduction, croissance, migration, ...).
- ✓ Volet économique : collecte et analyse des données se rapportant à l'impact des activités thonières sur celles des opérateurs concernés de la région.

Les relations de l'USTA/CSP avec la Commission Thonière de l'Océan Indien (CTOI) aux Seychelles ainsi qu'avec les organismes de recherche comme l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et l'Instituto Español de Oceanografía (IEO) devraient être maintenues.

9. Actions urgentes

- ✓ Elaborer les textes d'application du décret 94-112 pour la délivrance de licences aux bateaux des catégories I, II, et III, sur la base d'une étude des activités de pêche existantes et possibles pour eux dans les eaux malgaches (ressources cibles, type de bateaux, engins, zones de pêche, valeur des captures). L'étude doit inclure l'analyse des captures accessoires et la définition des dispositions les concernant (quantités par rapport aux ressources visées, mesures de gestion biologique et économique). La fixation des redevances doit tenir compte de la capacité de pêche des bateaux ainsi que de la valeur des captures. Des missions sur Mahajanga, Toamasina, Toliara et Ste Marie sont à prévoir. L'avis des opérateurs concernés doivent être recueillis. Les propositions concernant la diversification des activités de pêche des chalutiers crevettiers doivent être traitées prioritairement, compte tenu de l'imminence du démarrage de la campagne 2009. Elles serviront de base de réflexions pour toute activité multi-pêche.
- ✓ Elaborer les canevas de protocoles d'accord applicables aux bateaux étrangers pour la pêche thonière (autres que ceux de l'UE et de Japan Tuna), la pêche de crustacés d'eaux profondes et d'autres ressources potentielles, en dehors des poissons démersaux. La fixation des redevances doit faire partie de ce travail. Il faut veiller à l'équité des dispositions de ces protocoles (y compris les redevances) et éviter toute possibilité de mesure discrétionnaire (rajout ou retrait d'autres dispositions lors de la conclusion des accords). Ces canevas doivent inclure les annexes relatives, entre autres aux zones de pêche, aux fiches de suivi des captures et aux grilles de redevances.
- ✓ Elaborer un programme d'utilisation de la compensation financière octroyée par l'UE pour la mise en œuvre de la politique des pêches, ainsi que par Japan Tuna pour le développement de la pêche traditionnelle et artisanale.
- ✓ Elaborer un document de projet pour la promotion de l'exploitation des poissons démersaux par des embarcations artisanales et des bateaux industriels malgaches, sur la base des expériences menées par OFCF sur la côte nord ouest et la côte est malgache. Le projet doit inclure l'amélioration des embarcations artisanales (coque et motorisation), la formation de charpentiers de marine et des pêcheurs, l'amélioration de la commercialisation aussi bien sur le marché local qu'à l'exportation.
- ✓ Mettre en place les outils de gestion des protocoles d'accord (entrée en vigueur, validité, gestion des licences, suivi financier, suivi des activités : captures/effort/zones, débarquement/transbordement, activités connexes), évaluation.
- ✓ Pour augmenter le nombre et la fréquence de la venue des thoniers étrangers, senneurs et palangriers, analyser leurs besoins afin d'identifier les améliorations des services offerts dans les ports malgaches (Antsiranana, Toamasina, Toliara). Et inclure dans l'analyse l'étude des forces et faiblesses des ports concurrents.



Annexe 1 : Termes de référence de l'étude

Organisation de la prestation pour l'identification d'un système d'adaptation de l'effort de pêche aux possibilités de captures de crevettes dans les zones de chalutage :

Rappel des tâches

Pour assurer la prestation précisée à l'article 1 du contrat, il est demandé au PRESTATAIRE de :

- ✓ **Tâche 1** : établir le diagnostic de l'utilisation des protocoles de pêche pour l'exploitation des ressources halieutiques malgaches, en :
 - analysant l'application de chaque protocole (respect des obligations, problèmes d'application, apports pour le pays, ...),
 - effectuant une analyse comparative des protocoles d'accord de pêche appliqués à Madagascar,
 - menant une analyse comparative de ces protocoles d'accord de pêche avec ceux utilisés par des pays de l'Afrique et/ou de l'Océan Indien possédant les mêmes ressources ;
- ✓ **Tâche 2** : étudier l'amélioration de l'exploitation des ressources halieutiques faisant actuellement l'objet de protocoles d'accord de pêche, en :
 - proposant des améliorations sur les conditions stipulées dans ces accords, en vue d'une éventuelle renégociation,
 - étudiant les possibilités d'exploitation de ces ressources par les sociétés de pêche malgaches, dont celles du GAPCM, en vue d'une diversification de leurs activités ;
- ✓ **Tâche 3** : étudier les améliorations institutionnelles à effectuer sur la gestion des protocoles d'accord de pêche, notamment le rôle de l'Unité Statistique Thonière (USTA) à Antsiranana.

Plan de travail

Les différentes étapes

- **Phase 1 : Collecte des informations de base au niveau central (11 jours)**
 - ✓ Réunion de cadrage avec la DGPRH (0,5 jour)
 - ✓ Collecte des documents auprès de la Direction des pêches (DP) et du CSP (1,5 jour)
 - ✓ Recueil et examen des rapports d'activités de l'USTA (1 jour)
 - ✓ Recherche d'informations sur les protocoles d'accord d'autres pays d'Afrique et de l'Océan Indien (1 jour)
 - ✓ Analyse sommaire des protocoles, élaboration de la méthodologie et confection des outils de collecte des données concernant l'application des accords (2 jours)
 - ✓ Collecte des données concernant l'application des accords au niveau central auprès de la DP et du CSP (5 jours)
- **Phase 2 : Collecte des informations de base au niveau du terrain (9 jours)**
 - ✓ Mission à Antsiranana pour examiner les activités de l'USTA, collecter des données sur les impacts locaux de l'accord de pêche avec l'Union européenne, analyser les possibilités de diversification des activités des sociétés malgaches (3 jours)
 - ✓ Mission à Toamasina pour collecter des données sur les impacts locaux des protocoles de pêche et l'analyse des possibilités de diversification des activités des sociétés malgaches (2 jours)
 - ✓ Mission à Mahajanga pour collecter des données sur les impacts locaux des protocoles de pêche et sur les problèmes pratiques de terrain concernant le contrôle de l'application des protocoles de pêche et analyser les possibilités de diversification des activités des sociétés malgaches (4 jours)



- **Phase 3 : Analyse des données et rédaction du rapport provisoire (8 jours)**
 - ✓ Analyse de l'application de chaque protocole (2 jours)
 - ✓ Analyse comparative des protocoles nationaux (2 jours)
 - ✓ Analyse comparative avec les protocoles de pêche d'autres pays (1 jour)
 - ✓ Analyse des possibilités d'amélioration de l'exploitation des ressources halieutiques actuellement pêchées par des bateaux étrangers (1 jour)
 - ✓ Analyse des améliorations à apporter sur la gestion des protocoles (1 jour)
 - ✓ Analyse des possibilités de diversification des activités des sociétés malgaches (1 jour)
- **Phase 4 : Validation et remise du rapport final (3 j)**
 - ✓ Organisation d'un atelier de validation du rapport (1 jour)
 - ✓ Réunion de validation du rapport (0,5 jour)
 - ✓ Rédaction de la version définitive du rapport et d'une note de synthèse (1,5 jours)

Le calendrier d'exécution

Jour	Activités	Lieu
------	-----------	------

Phase 1 : Collecte des informations de base au niveau central (11 jours)		
01/09/08	Réunion de cadrage avec la DGPRH et collecte des documents auprès de DP et du CSP	Antananarivo (DGPRH, DP, CSP)
02/09/08	Collecte des documents auprès de DP et du CSP	Antananarivo (DP, CSP)
03/09/08	Recueil et examen des rapports d'activités de l'USTA	Antananarivo (DP, CSP)
04/09/08	Recherche d'informations sur les protocoles d'accord d'autres pays d'Afrique et de l'Océan Indien	Antananarivo (DCE, autres)
05/09/08	Elaboration de la méthodologie	Antananarivo
06/09/08	Elaboration de la méthodologie	Antananarivo
08/09/08	Collecte des données concernant l'application des accords au niveau central auprès de la DP et du CSP	Antananarivo (DP, CSP)
09/09/08	Collecte des données concernant l'application des accords au niveau central auprès de la DP et du CSP	Antananarivo (DP, CSP)
10/09/08	Collecte des données concernant l'application des accords au niveau central auprès de la DP et du CSP	Antananarivo (DP, CSP)
11/09/08	Collecte des données concernant l'application des accords au niveau central auprès de la DP et du CSP	Antananarivo (DP, CSP)
12/09/08	Collecte des données concernant l'application des accords au niveau central auprès de la DP et du CSP	Antananarivo (DP, CSP)

Phase 2 : Collecte des informations de base au niveau du terrain (9 jours)		
15/09/08	Examen des activités de l'USTA	Antsiranana (USTA)
16/09/08	Collecte des données sur les impacts locaux des protocoles de pêche	Antsiranana
17/09/08	Analyse des possibilités de diversification des activités des sociétés malgaches	Antsiranana (UNIMA)
18/09/08	Collecte des données sur les impacts locaux des protocoles de pêche	Toamasina
19/09/08	Analyse des possibilités de diversification des activités des sociétés malgaches	Toamasina (REF Est+OFCF)
22/09/08	Collecte des données sur les impacts locaux des protocoles de pêche	Mahajanga
23/09/08	Analyse des problèmes pratiques concernant le contrôle de l'application des protocoles de pêche	Mahajanga
24/09/08	Analyse des possibilités de diversification des activités des sociétés malgaches	Mahajanga (REF Ouest)
25/09/08	Analyse des possibilités de diversification des activités des sociétés malgaches	Mahajanga (Somapêche)

Phase 3 : Rédaction du rapport provisoire (8 jours)		
26/09/08	Analyse de l'application de chaque protocole	Antananarivo
27/09/08	Analyse de l'application de chaque protocole	Antananarivo
29/09/08	Analyse comparative des protocoles nationaux	Antananarivo
30/09/08	Analyse comparative des protocoles nationaux	Antananarivo
01/10/08	Analyse comparative avec les protocoles de pêche d'autres pays	Antananarivo
02/10/08	Analyse des possibilités d'amélioration de l'exploitation des RH par des bateaux étrangers	Antananarivo
03/10/08	Analyse des améliorations à apporter sur la gestion des protocoles	Antananarivo
04/10/08	Analyse des possibilités de diversification des activités des sociétés malgache	Antananarivo

Phase 4 : Validation et remise du rapport (3 jours)		
06/10/08	Organisation d'un atelier de validation du rapport	Antananarivo (DGPRH)
07/10/08	Réunion de validation du rapport et rédaction de la version définitive du rapport	Antananarivo (DGPRH)
08/10/08	Rédaction de la version définitive du rapport et d'une note de synthèse	Antananarivo



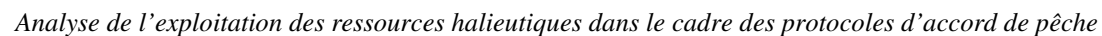
Annexe 2 : Journal de bord annexé au protocole d'accord UE/Madagascar et UE/Comores

JOURNAL DE BORD POUR LA PÊCHE AU THON

Nom du navire:		Tonnage de jauge brute:		DÉPART du navire:		Mois	Jour	Année	Port		
Pays du pavillon:		Capacité – (TM):									
Numéro d'immatriculation:		Capitaine:									
Armateur:		Nombre de membres d'équipage:									
Adresse:		Date du rapport:		RETOUR du navire:							
				Nombre de jours en mer:	Nombre de jours de pêche:						
						Nombre de lancers:					

	Palangre
	Appât vivant
	Senne tournante
	Chalut
	Outros (Autres)

Date		Secteur		T° de l'eau en surface (°C)	Effort de pêche Nombre d'hameçons utilisés	Capturas (Captures)																Isco usado na pesca (Appât utilisé)					
Mois	Jour	Latitude NS	Longitude EO			Thon rouge <i>Thunnus thynnus</i> ou <i>maccoyi</i>	Thon à nageoires jaunes <i>Thunnus albacares</i>	(Thon obèse à gros oeil) <i>Thunnus obesus</i>	(Thon blanc) <i>Thunnus alalunga</i>	(Espadon) <i>Xiphias gladius</i>	(Marlin rayé) (Makaira blanc) <i>Tetrapturus audax</i> ou <i>albidus</i>	(Makaira noir) <i>Makaira indica</i>	(Voiliers) <i>Istiophorus albicans</i> ou <i>platypterus</i>	Listao <i>Katsuwonus pelamis</i>	(Prises mélangées)	Total journalier (poids en kg uniquement)	Balaou	Encornet	Appât vivant	(Autres)							
						Nbre	Poids kg	Nbre	kg	Nbre	kg	Nbre	kg	Nbre	kg	Nbre	kg	Nbre	kg	Nbre	kg	Nbre	kg				



DÉCLARATION DES CAPTURES POUR LES THONIERS SENNEURS

[illegible]





Annexe 4 : Journal de bord pour thonier palangrier annexé au protocole d'accord UE/Seychelles

DÉCLARATION DES CAPTURES POUR LES PALANGRIERS DE SURFACE

Nom du navire: _____ Nom du capitaine: _____

Date du lancer: ____/____/____ Début de la sortie: ____/____/____/ à: ____

Numéro de la sortie: _____ Numéro du lancer: _____

Direction du vent: _____	Force: _____ (Beaufort)
État de la mer: _____	Houle: _____
Température de surface: ____° C	Courant: vitesse: _____ Sens: _____
Lune: Nouvelle lune + ____ jours	Lever de lune: _____
	Coucher de lune: _____ 0 à 24 heures

Détails du lancer

Heure de début: _____ Heure de fin: _____

Section	Position	Cap	Vitesse	Remarques
Départ: bouée émettrice n° 1				
bouée émettrice numéro 2				
bouée émettrice numéro 3				
bouée émettrice numéro 4				
bouée émettrice numéro 5				
bouée émettrice numéro 6				
bouée émettrice numéro 7				

N Nombre d'hameçons _____

L Longueur: Orins de bouée: _____ Avançons: _____

Longueur de la ligne: _____

Profondeur observée de la ligne (sondeur): _____

Appâts: Crevette: _____ % Maquereau: _____ % _____: _____ %



Données relatives aux captures

	Heure (0 à 24 h)		Latitude			Longitude		
Début de virage								
Fin de virage								

Espèce	Nombre	Poids unitaire estimé	Poids total	Nombre de poissons mangés
Espadon [*]				
Thon à nageoires jaunes ^{**}				
Patudo ^{**}				
Marlin ^{**}				
Voilier [*]				
Dorade				
Requin				
Autres (précisez)				
Poids total				

Poids total des captures débarquées (pesées)

Annexe 5 : Liste des personnes rencontrées

N°	Nom et prénom	Fonction
<u>Antananarivo</u>		
1	BESNARDEAU Guy	PDG Groupe REFRIGEPECHE
2	Geneviève	Collaboratrice service "Promotion de la Pêche"
3	RAKOTONIAINA Andrianaivonavalona	CSP
4	QUINOT Christian	Directeur Financier Groupe REFRIGEPECHE
5	RABEARINTSOA Simon	Directeur de la Pêche/DGPRH
6	RABOANARIJAONA Zoëlis	Chef service "Gestion de la Ressource"/DGPRH
7	RAMANANTSOA Mamy	Directeur Général DGPRH/MAEP
8	RANDRIAMBOLA Tiana	Responsable des opérations CSP
9	RANDRIATSILANY Edouard	Directeur Exécutif de l'AMPA
10	RASAMOELIARISOA Vololona	Collaboratrice service "Promotion de la Pêche"
11	RASOLONJATOVO Harimandimby	Chef du Centre de Surveillance des Pêches
12	RATSIMANARISOA Njaka	Chef service "Promotion de la Pêche"/DGPRH
<u>Toamasina</u>		
13	JAONINA Achille	Président de l'association TAZARA
14	JAONINA Mamitiana	DRDR Antsinanana/MAEP
15	MUTO Hidehito	Responsable technique pêche projet OFCF
16	OIKAWA Masaki	Coordinateur du projet OFCF / Toamasina
17	PAGES Alain	Directeur de production / RFP
18	RAVELOSON Hasinarivo Nodier	Chef SRPRH Antsinanana
19	WAI PEN Jacques	Membre de l'association TAZARA
<u>Antsiranana</u>		
20	ASSANY Aboubakary	DG SECREN
21	Bemaintso	USTA
22	DUARTE Odile	SG/PFOI
23	Félix	Technicien SECREN
24	Fulgence	Chef SRPRH DIANA
25	KIRKOU Josias	Chef de Zone / SDV Madagascar - SCAC
26	?	Secrétaire CSM
27	RABERANTO Jean Robert	USTA
28	RAJAONARIVELO Lalao	Dir Cab /Chef de Région DIANA
29	Rakotoarisoa Justin	USTA
30	RIKARIKA	DRDR DIANA/MAEP
31	RODIN Jean Claude	Dir régional APFM/Antsiranana
32	VARIN Ludovic	COMADIE
<u>Mahajanga</u>		
33	ANDRIAMIHAJA Herimalala	Directeur Production PECHEXPORT
34	ANDRIAMIZARA Chrystophe	Collaborateur DRDR BOENI
35	BLOAS Bernard	Directeur Industriel OSO Madagascar
36	JOHANESA Fernand	SG Région BOENI



37	Mr Rasoarinelina	Pêche artisanale / collecte
38	RABEARIVAHINY Jean Charles	Association NAZARETH
39	RAHANITRINIAINAMANANDRAIBE Marie Mauricette	Association NAZARETH
40	RANAIVOSON Pierrot Olaf	CSP
41	RANDRIAMIARISOA	Chef SIRPRH BOENI
42	RASOANARIVO Rivoharinala	Directeur PNRC
43	RAZAFIMEVA Florette	Coordinatrice du Développement Régional
44	TEVEZ Jose	BAROSSO
